LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1591
du 15 au 21 avril 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« La vie est comme un livre de comptable : sur la partie droite, les banquiers écrivent les gains, sur la gauche les écrivains écrivent les pertes. »

Luis Sepulveda

En avril le syndicat se défile

M 02137 - 1591 - F: 2,00 €

Sommaire

H. Lenoir prend un coup **de sang,** *page 4*

Total se fait la malle, par J.-P. Levaray, *page 5*

À la **petite semaine,** par Floréal, *page 5*

Bref, bref, *page 6*

Deux poids, **deux mesures,** par I. Aubel, *page 7*

Faits **d'hiver,** par J.-M. Raynaud et C. Sigala, *page 7*

Piège à c..., par Guy, *page 8*

Cipriani **libéré,** par A. Sulfide, *page 8*

Blasphorama, par M. Silberstein, *page 9*

En danger de **croître**, par J.-P. Tertrais, *page 11*

Cinémanarchie, par Mato-Topé, *page 15*

Liber-T, par T. Holterman, *page 16*

Afghan la **libération** des femmes ?, par M. Crès, *page 17*

Une jolie **barricade,** par Paco, *page 18*

La **fringale** à Lolo, *page 18*

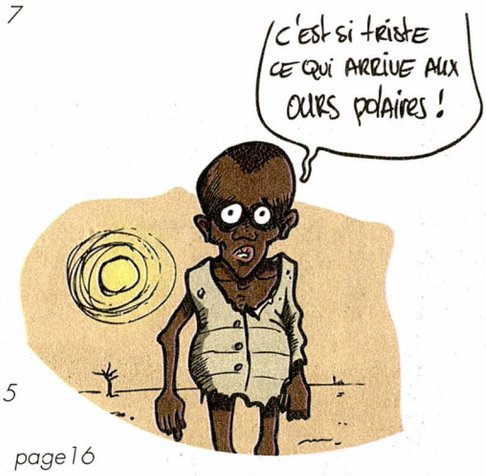
Démocratie **comptable,** par N. Potkine et G. Simmel, *page 19*

Friture hertzienne, *page 20*

Mouvement, *page 21*

Bain d'**ondes,** *page 22*

Demandez le **programme,** *page 23*



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Bonne nouvelle

Patrice

Individuel Calvados

Que restera-t-il dans des décennies des hauts faits d'armes du locataire actuel de l'Élysée ? Une référence de choix pour une marque de talonnettes, l'image de celui qui promettait plus vite que son ombre, un personnage de série B, à savoir « l'homme qui avait fait d'une rumeur une affaire d'État » ? De tous côtés dans les différents marigots du monde politique, à gauche comme à droite, on n'entend plus que ce cri : ça suffit ! Et tous les anciens barons et roitelets de se mettre en position pour la présidentielle de 2012. Même le maire de la ville de Bordeaux, Alain Juppé, sent grandir en lui de féroces appétits pour la charge suprême. Les deniers des contribuables animent le clinquant de la cour du petit monarque de France et maintenant contribuent à faire enquêter sur ce qui entache sa vie privée... Pendant ce temps-là, des millions de Françaises et de Français ont des fins de mois difficiles, d'autres n'ont plus de ressources, étant en fin de droits... Ce n'est pas la cour du Roi-Soleil à Versailles, c'est l'empire du père Ubu ! Bon, ça peut faire sourire les sceptiques têtus que nous sommes, pendant que les déboires supposés du couple présidentiel amusent la galerie, les coups bas continuent. Ainsi le groupe Trêves, équipementier automobile, transfère en Roumanie des productions de sa filiale PTPM (Aÿ, dans la Marne). Ledit groupe avait pourtant reçu 55 millions d'euros d'aides publiques. Fin 2008, le gouvernement, par la voix de Fillon, vantait le « code de performance et de bonne conduite pour la filière automobile ». L'homme de l'Élysée avait renchéri en déclarant que « l'État est prêt à tout faire pour sauver l'industrie automobile ». « La CGT est une organisation syndicale responsable, nous ne sommes pas gréviculteurs. Si ce conflit a lieu, c'est parce que la direction l'a choisi. » C'est du lard ou du cochon ? La mobilisation chez les cheminots ne faiblissait pas à l'heure où nous bouclions ce *Monde libertaire*. La CGT appelait même à poursuivre le mouvement et « menaçait » de l'étendre. Diable, pourquoi donc un néologisme dans le langage syndical ? Une bonne grève est celle qui est contrôlée par les bonnes instances... On connaît la chanson ! En espérant que l'union dans les luttes emportera toutes ces scories bureaucratiques.

Les bonnes nouvelles sont assez rares en général dans le domaine les luttes pour ne pas bouder celle-ci. Jeudi 8 avril, en ouvrant le journal *Ouest-France*, le titre saute aux yeux : « Policier frappé, professeur relaxé ». Rappelons les faits. Un certain 12 janvier 2009, notre mal-aimé président décida de venir présenter ses vœux à cette catégorie qu'il hait au plus haut point : les enseignants (et ce, malgré tous les discours lénifiants dont il nous abreuve). Pour nous montrer sa considération, et son courage – lui qui se jette volontiers dans la foule, n'est-ce pas ? –, il se fait accompagner de nombreux membres des forces de l'ordre pour le protéger des manifestants de la Manche qui tenaient à lui signifier clairement qu'ils en avaient « ras-le-bol » de sa politique sociale régressive. Seulement voilà, nous qui avions l'habitude de policiers plutôt calmes lors de nos manifestations, nous voilà confrontés à des forces de répression agressives et plutôt décidés à en découdre. Les responsables parisiens de la protection présidentielle n'avaient pas fait les choses à moitié, ils avaient mis dans les limites de la manifestation, et dans la manifestation elle-même, un certain nombre de policiers en civil non distinguables à première vue, évidemment, et qui se sont efforcés d'aller chercher certains manifestants, des

jeunes de préférence. L'auteur de cet article en ayant repéré un, l'a marqué à la culotte pendant une petite heure afin de l'empêcher de remplir sa sale besogne. Certains de ses collègues ayant remarqué mon manège le rejoignirent ; l'héroïsme et le martyr ne servant à rien, j'ai préféré m'éloigner, mais cela les avait un peu calmés.

Après le départ de sa honteuse majesté humiliée et revancharde (ne fit-il pas sauter le préfet de la Manche et le directeur de la police, il faut bien des responsables, n'est-ce pas ?), les forces de l'ordre complètement excitées ont cru bon d'arrêter, parmi les manifestants restés sur place, un syndicaliste FSU, notre collègue Pascal Besuelle, plutôt connu dans la région pour être calme et régulateur dans les conflits, sans toutefois reculer sur ses principes et son militantisme. La police porte plainte contre lui pour avoir « donné deux coups de pied à la tête d'un policier » d'après *Ouest-France*. Sauf à ce que le policier ait été jeté à terre, ce qui ne semble pas avoir été retenu par la justice, notre collègue qui a une petite cinquantaine d'années doit être très souple ou bon karatéka.

Condamné en première instance à trois mois avec sursis et 500 euros de dommages et intérêts, il se voit donc relaxé par la cour d'appel de Caen. Et voilà un policier qui ne verra pas sa prime annuelle versée par notre collègue ; sale habitude prise depuis quelques années, suivi en cela par la justice suite à des plaintes pour coups et blessures (imaginaires) et outrages à agent (tout aussi imaginaires). Il faut les comprendre les pauvres, ils sont mal payés pour cette tâche qu'on n'appellera pas un métier.

Y aurait-il enfin des juges qui comprendraient que nous sommes confrontés à la répression contre les militants syndicaux et politiques ? Commenceraient-ils à comprendre qu'eux-mêmes sont les jouets de cette répression ? Comprendraient-ils que le pouvoir politique actuel leur demande de les suivre aveuglément dans leur répression ? Comprendraient-ils enfin que notre gouvernement glisse tranquillement, touche par touche, vers la gouvernance fasciste ? Auraient-ils entendu les propos de certains de nos ministres qui nous rappellent certains moments sombres de notre histoire, aidés en cela par la glorieuse police française de l'époque ? Comprendraient-ils que si on n'y prend pas garde, un matin, au petit jour, la France se réveillera sous un régime fasciste, de fascisant qu'il est aujourd'hui ?

La journaliste cite le syndicat FSU en ces termes : « Le syndicat FSU s'inquiète quant à lui "du symptôme préoccupant de criminalisation des acteurs du mouvement syndical et tout particulièrement des syndicalistes". » Certes, mais qu'allons-nous faire dans le futur pour empêcher cette criminalisation permanente, qui, au risque de me répéter, fait totalement parti de l'outillage fasciste : faire taire toute contestation par la criminalisation édictée par des lois que des juges gardiens de la légalité républicaine appliqueront parce qu'ils sont payés pour ça, ne se posant aucune question sur la légitimité de ces lois. P.

Coup de gueule

Droit de propriété, droit de vol !

Elle a osé, la royale Ségolène, tenter de s'approprier le bien commun, celui des universités populaires fondées à l'aube du XXe siècle et largement soutenues par les Bourses du travail et les anarchistes, entre autres militants du temps. Afin d'en devenir propriétaire, elle, la royale, a déposé à l'INPI (Institut national de la propriété industrielle) plusieurs termes, dont « Université populaire », « Université populaire participative », « Fête de la fraternité », mais aussi « Ordre juste » – on imagine déjà le programme ! Devant le tollé, elle aurait renoncé à privatiser « Université populaire » qui, de fait, relève du droit et du bien communs. Reste que la tentative dénote un état d'esprit des plus malsains et des plus mercantiles. « Université populaire participative » ne veut rien dire. Qui en effet peut imaginer une université populaire sans participation ? Si cela existe, ça s'appelle un sermon ou un meeting du Front national ! Si « Ordre juste » est digne de la fille d'un général, le sabre dans une main et le goupillon dans l'autre, il en va tout autrement des universités populaires et de la fête de la Fraternité. Il s'agit d'un rapt conceptuel qui ne vise qu'à vider les mots de leurs sens ou, pire encore, d'en interdire l'utilisation sous peine de procès. On pouvait s'attendre à tout des politicards, mais là, les bornes sont dépassées…

La royale et son association Désir d'avenir n'étaient plus à un coup de pub près, car tout est bon pour alimenter la patouille électorale. Alors qu'elle garde ses universités populaires participatives et son désordre juste. Elle peut même déposer à l'INPI les termes de « Parti socialiste » et de « Trahison social-démocrate », on s'en fout. Pour les universités populaires, on les défendra car elles sont une « propriété collective » inaliénable. J'ai d'ailleurs, à cette fin, déposé au Saint-Siège le mouvement « Touche pas à nos UP ! ».

Hugues Lenoir

Pot-de-vin TOTAL

En ce moment, ça doit bouillonner dans les services juridiques de Total. C'est même un boulot à plus que plein temps, vu que la multinationale est sans cesse sur le devant de l'actualité et pas franchement pour faire reluire son image. Total pourra toujours diffuser des spots publicitaires aux allures de films de Nicolas Hulot, sponsoriser une chaire de développement durable au Collège de France, plus personne n'y croit et si on va se fournir en carburant chez Total, ce n'est pas une question de hasard ou pas, c'est qu'on ne peut pas faire autrement.

Un récent sondage montrait que 70 % des personnes interrogées avaient une image négative du pétrolier, ce n'est pas pour rien.

Total est le premier groupe français par le chiffre d'affaires, les profits et ses valeurs boursières, mais ça ne l'empêche pas de supprimer des emplois. À peine les milliards de bénéfices affichés pour l'an dernier (en recul mais quand même), la multinationale annonçait la fermeture de ses dépôts d'hydrocarbures, ainsi que de sa raffinerie des Flandres. Si un mouvement relativement fort a obtenu la promesse (!) de Total de ne pas en fermer d'autres d'ici cinq ans, on sait que ça n'est pas fini. Total est en train de céder ou de vendre ses filiales plus assez rentables (dernière en date : Spontex). Bref, côté social, c'est pas la joie (je ne parle pas du côté pollution), et côté juridique, c'est pas mal non plus.

Total semble au-dessus des lois et ça ne passe pas. Lors du procès de la catastrophe d'AZF, Total a été jugé responsable mais pas coupable et s'en sort bien (appel prévu en janvier 2011). Dernièrement, pour le procès de l'*Erika*, Total a été jugé coupable au pénal mais pas au civil, ce qui veut dire que Total ne paiera pas davantage et que ce sont les armateurs qui sont vraiment condamnés. Suite à des catastrophes anciennes (*Torre Canyon*, *Amoco Cadiz*...), les pétroliers se sont débarrassés de leurs flottes et ont préféré sous-traiter avec des armateurs « indépendants ». Sauf qu'en tirant sur les coûts, ils en arrivent à affréter des navires vétustes sans en être responsables (pourvois en cassation prévus). Ces deux procès, où Total s'en sort trop bien, laissent pour le moins un goût d'amertume.

Voilà qu'une nouvelle affaire rattrape Total, celle de corruption dans le cadre de « Pétrole contre nourriture ». Ce n'est pas nouveau, puisque ça date de 2002, et des dirigeants de Total (dont l'actuel PDG) ont déjà été mis en examen. Le groupe pétrolier aurait versé des pots-de-vin à Saddam Hussein pour obtenir du pétrole à bas prix.

Les cadres dirigeants de Total (mais aussi des autres multinationales) se sentent au-dessus des lois. L'actuel PDG de Total a été intronisé au moment où on apprenait qu'il se traînait quelques casseroles de corruption et de pots-de-vin, histoire de faire un pied de nez à la « justice ». Ces « entrepreneurs » (comme dit Parisot) se veulent des aventuriers du capital qui n'ont de compte à rendre qu'aux actionnaires (dont ils font le plus souvent partie). Des sortes de Largo Winch de la finance. Les États et les lois sont juste là pour les protéger de la racaille et de la plèbe. De temps à autre, un procureur ou un juge d'instruction s'essaie à les mettre en accusation, mais ces chefs d'entreprises ont un tel pouvoir, de tels moyens de pression, qu'ils s'en sortent, même sans les honneurs.

Bien sûr qu'on finira par les pendre, mais d'ici là, ils ont encore les moyens de nous nuire.

Jean-Pierre Levaray

À la petite semaine

Un beau métier

La prostitution étant considérée par lui comme un « sujet de merde », le délicat Jean-Luc Mélenchon, interrogé sur cette question par un étudiant de l'école de journalisme de Sciences po, en a profité pour qualifier la profession future de ce jeune homme de « métier pourri ». Continuera-t-il après cela à se précipiter devant les caméras de télévision dès que les « salariés du mensonge » l'y inviteront ? Osons une réponse... et parions que oui.

Cela ne saurait néanmoins faire perdre à cette grande gueule une once de dignité, car il exerce, lui, un honorable métier. Songez donc. Après avoir fait ses classes dans la pire des sectes trotskistes, le voilà qui se découvre une âme de représentant à vie des laissés-pour-compte, des désemparés, des humbles. Il rejoint alors le Parti socialiste, mieux à même de satisfaire cette admirable vocation. Dans la défense des petites gens, on y colle davantage au réel et aux rémunérations conséquentes. C'est ainsi que cet ancien ministre des pauvres à 10 000 euros par mois, parmi les officines où le sort des damnés de la terre a de tout temps été le mieux défendu, exercera son sacerdoce, avec l'efficacité que l'on sait, au très prolétarien Sénat et au modeste Parlement européen, pour à peu près 5 000 et 7 000 euros mensuels, sans compter quelques malheureux avantages en nature.

Un beau métier, vraiment ! C'est curieux qu'il n'ait pas d'opinion sur la prostitution...

Floréal

Brèves de combat

Journée syndicale internationale

Fin janvier 2010, la Journée internationale de solidarité à l'appel de la FAU s'est concrétisée par des actions de protestation dans au moins 54 villes de 20 pays différents, un peu partout en Europe, mais aussi aux États-Unis, en Asie et Australie. Le mouvement syndical mondial s'est solidarisé ainsi avec la FAU-Berlin et réclame pour les salariés allemands la liberté de choix syndical.

Printemps chaud au Québec

Le 1er avril 2010, quelque 15 000 personnes ont envahi le quartier des affaires à Montréal à l'appel de plus de 95 organisations syndicales, populaires, féministes et étudiantes. Première étape d'une riposte unitaire contre le budget libéral ? Seul l'avenir le dira. En tout cas, c'était une belle manif de type grande procession populaire, très diversifiée, unitaire et combative (au moins au niveau du discours…).

Tolbiac, répression toujours

Le 1er avril, six étudiants de Paris 1 ont été convoqués au commissariat du XIVe arrondissement, puis placés en garde à vue vers 10 heures du matin. Les motifs n'étaient rien de moins que « séquestration et menaces de mort ». En fait, il y a quelques semaines, suite à de nombreuses demandes de rendez-vous laissées lettre morte, une action collective s'est rendue dans les bureaux de la directrice du centre des locaux syndicaux et associatifs PMF (*aka* Tolbiac) pour protester contre leur réattribution prévue après les vacances d'avril. Plusieurs semaines après, plusieurs étudiants de l'université, syndiqués à la FSE, à Sud et à la CNT, convoqués le jeudi 1er avril et à la surprise générale, ont été placés en garde à vue sous les motifs déjà mentionnés. La présence de 30 personnes dans son bureau a été considérée comme une « séquestration », un tag anonyme (« Mort à Proquin », semble-t-il) comme une « menace de mort ». On n'arrête pas le progrès répressif !

« Boutin, tais-toi ! »

Christine Boutin, présidente du Parti chrétien-démocrate, connue pour ses prises de positions conservatrices, était invitée à débattre avec la psychanalyste Geneviève Delaisi de Parseval et la journaliste Aude Lancelin sur le thème « Adoption, procréation assistée, mères porteuses… Quelles familles pour demain ? ». Elle a été vivement interpellée par des militants d'Act-Up et des Panthères roses après avoir déclaré, au sujet du couple homosexuel : « Comme Sylviane Agacinski, je voudrais souligner que l'homosexualité n'a aucun rapport avec la procréation et donc avec la filiation. Il n'y a aucun droit à la parenté pour un couple homosexuel. Parce qu'il n'y a aucun droit de l'enfant à avoir deux pères ou deux mères à la place de l'altérité. Ce n'est pas dans la nature des choses. Ce n'est pas la condition humaine. Cela ne fonde rien. » Voir la vidéo sur tempsreel.nouvelobs.com/actualite/societe/20100408.OBS2116

Pas de bébés à la consigne

Plusieurs milliers de personnes, répondant à l'appel du collectif Pas de bébés à la consigne, manifestaient jeudi 8 avril à Paris pour exiger le retrait du projet de décret gouvernemental assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches. Il s'agit de la deuxième journée nationale de grève et de manifestations à l'appel du collectif qui regroupe associations et syndicats du secteur de la petite enfance, opposés à ce décret.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH — KROKAGA

Faits d'hiver

Le lieu de vie Le Corry ne doit pas fermer !

À L'INSTAR DU CORAL, le lieu de vie Le Corry, dans l'Aude, est un monument historique de l'antipsychiatrie.

Depuis 1979, en effet, dans la logique du « vivre avec », Monique et Baudille Causse y accueillent des « autistes ». Ces rejetés de partout. Et c'est une franche réussite. Mais…

Mais, le 1er janvier 2010, la préfecture de l'Aude a pris un arrêté de fermeture à l'encontre du Corry. Motif : « L'association ne respecte pas l'autorisation dévolue. » En clair, Le Corry accueillerait trop d'autistes. Sauf que, si dix-huit « autistes » sont effectivement accueillis, c'est dans trois Arpea (association 1901 du lieu), la troupe de théâtre La Grange et la SARL Bayou-Corry (camping).

Mais, le 9 février 2010, le tribunal de grande instance de Carcassonne a prononcé la liquidation judiciaire du lieu pour une dette de TVA, alors qu'une directive européenne stipule que les associations comme l'Arpea sont dispensées de TVA.

Bref, au motif qu'il y aurait trop « d'autistes » et pour un impayé de TVA n'ayant pas lieu d'être, Le Corry risque de rendre l'âme.

C'est petit, mesquin, méchant, minable, lamentable et, surtout, dramatique pour les jeunes et les familles.

Dimanche dernier, à Montréal (à côté de Carcassonne), les comédiens « autistes » du Corry interprétaient *L'Impossible mis en pièce*. Nous avons été nombreux à être bouleversés par la qualité professionnelle de tous ces drôles d'acteurs.

Comment, pour des motifs aussi « abracadabrantesques », peut-on fermer un lieu de vie qui depuis trente ans a démontré mille fois le bien-fondé de sa démarche et sa nécessité ?

Le Corry ne doit pas fermer.

Aidez-nous ! *

Jean-Marc Raynaud, Claude Sigala

*. Contacts : Baudille Causse, Le Corry, 11240 Ferron. Tél. : 06 87 88 78 95.

Et, si possible, faites venir leur troupe de théâtre dans vos villages et villes.

Diviser pour mieux régner

Revalorisation du salaire des enseignants

IL FAUT AVOIR MOINS de sept ans d'ancienneté pour prétendre à une augmentation.

Le fait que les salaires de l'ensemble des enseignants n'aient pas augmenté depuis dix ans n'entre pas en ligne de compte. Il faut également rappeler que treize pays européens payent mieux leurs enseignants que la France.

Ce que Luc Chatel oublie de dire, c'est que les futurs enseignants se payent leurs études, Bac plus cinq années d'étude ; cela correspond à la suppression des deux premiers échelons de leur carrière, la mastérisation leur fera perdre 13 000 euros sur dix ans suivant le master 1.

Ce que ne dit pas non plus notre ministre de l'Éducation de moins en moins nationale, c'est que le master 2 va inévitablement devenir un master de préparation au concours et non un master professionnel.

Ce qu'il nous dit, par contre, avec un cynisme tranquille, c'est que ce sont les suppressions de postes, donc la dégradation de nos conditions de travail, qui alimentent l'augmentation de nos jeunes collègues…

Pour les anciens, Chatel réserve un merveilleux cadeau : un bilan de santé à 50 ans ! Faut-il en rire ou en pleurer ?

Cette « revalorisation » ne va pas favoriser une amélioration de l'ambiance dans les écoles. Même travail, salaire différent !

Les enfants vont être les premières victimes de la mastérisation. Ils vont devoir s'habituer à travailler avec une moyenne de quatre enseignants par classe quand ils auront la malchance d'être dans une classe dont l'enseignant sera professeur des écoles stagiaire, un PES (il a été reçu au concours mais n'a eu comme formation professionnelle que quatre semaines d'observation dans deux classes quand il est à Paris, et deux semaines dans une seule classe dans l'académie de Créteil).

Ce PES aura des formations en cours d'année, donc sera remplacé également par un professeur débutant qui aura une année de plus d'enseignement, mais qui partira en cours d'année lui aussi pour une formation complémentaire. Je rajoute le maître formateur et le maître tuteur de l'école, qui interviendront également dans la classe, et je vous laisse imaginer les conditions d'apprentissage pour les enfants ! Je ne parle pas des absences si l'un d'entre eux a le mauvais esprit de tomber malade.

C'est avec cette organisation que le ministre veut faire croire qu'il va réduire l'échec scolaire.

Actuellement, la situation est de plus en plus tendue dans les écoles. Les enseignants subissent les pressions gouvernementales, les programmes beaucoup trop lourds dans un temps minimum, les évaluations et la hiérarchie qui contrôle la mise en œuvre des programmes, les heures annualisées… Les professeurs crient beaucoup sur les enfants, attendent d'eux des productions irréalisables, imposées de l'extérieur. Ils ne

sont plus réceptifs aux demandes des enfants mais répondent à celles de l'institution.

Les enfants fragiles craquent beaucoup : révoltes, cris, insultes, conflits très nombreux, beaucoup de pleurs et autres manifestations de leur malaise.

La situation empire très rapidement et nous devons réagir afin que chacun sache que la casse de l'école publique c'est la souffrance des enfants et l'organisation d'une société autour d'une élite qui gardera pour elle le privilège de l'accès au savoir.

Isabelle Aubel
Groupe Pierre-Besnard

La ceinture... jusqu'où ?

Le grand cirque électoral a replié provisoirement son chapiteau et ses baraques à frites ; seuls quelques guignols tentent de rabattre les voix abstentionnistes en vue du prochain grand spectacle de 2012.

Simultanément, d'autres pitres répètent en chœur la trame de la tragicomédie des retraites, avec en écho le PS et consorts leur conseillant : « trop brutale, votre méthode », mais en pleine osmose sur l'objectif « ajustement » des retraites des fonctionnaires sur celles du privé, allongement du nombre d'années de cotisation, possibilité de retraite par capitalisation.

Les autres chantiers de démolition sociale ne sont pas abandonnés, comme la suppression continue des effectifs dans les services publics (en tentant d'acheter la paix sociale par une augmentation des traitements des enseignants), un démantèlement plus global du système de protection sociale avec un rôle encore plus néfaste des mutuelles et des banques privées, une politique réactionnaire de plus en plus affirmée (suppression des allocations familiales aux familles dont les enfants ne suivent pas une scolarité régulière), etc.

Les élections, qui brûlent tant d'énergie, de temps, d'argent beaucoup plus utiles à consacrer aux luttes, n'auront servi une nouvelle fois qu'à pérenniser dans chacun des camps en présence ce cruel dilemme : la ceinture, combien de crans ? On vous la serre jusqu'où ?

Face à cela, une seule journée d'action, à ce jour, a été organisée, le 23 mars, dont le relatif succès a surpris ses organisateurs. Bon, et ensuite ? Depuis, silence radio ! Vacances d'avril, ne manifeste pas d'un fil ; mai, ses jours fériés et autres ponts restent les alliés et les alibis les plus sûrs des organisations syndicales timorées.

Et pourtant, la riposte n'a jamais été aussi nécessaire, aussi possible. Malgré ce fléchissement presque généralisé du salariat, les anarchistes restent prêts à en découdre, aux côtés de tous ceux et toutes celles qui n'en peuvent plus de toute cette oppression sociale et économique, de ce racisme déclaré et officiel, du retour de l'ordre moral, des religions et de l'obscurantisme.

Sous des formes restant, peut-être, encore à définir, il est toujours possible de s'organiser en dehors des bureaucraties syndicales, des états-majors politiques corrompus ; avec la ferme intention de ne plus rien laisser passer, de veiller au quotidien contre toutes les agressions capitalistes, d'organiser une entraide solide entre travailleurs, chômeurs et retraités, français et immigrés, hommes et femmes.

N'attendons pas que l'on nous donne l'autorisation de commencer la reconquête sociale, amis ; prenons nous-mêmes nos luttes en mains, ainsi que notre projet d'égalité sociale et économique, sinon, nous n'aurons plus que nos bleus... à pleurer !

Guy
Groupe de Rouen

Georges Cipriani libre, enfin !

Le 1er avril 2010, la cour d'appel a enfin accordé un régime de semi-liberté conditionnelle à Georges Cipriani.

Cette libération doit beaucoup à la campagne, initiée depuis quelques mois, pour l'élargissement des ex-membres d'Action directe encore emprisonnés. Même s'il devra, dans les premiers temps, retourner dormir en cellule, Georges Cipriani pourra enfin respirer, en journée, à l'air libre. Et celles et ceux qui ont tant fait, depuis de longues années, pour hâter cette sortie trop tardive, seront là, à ses côtés, pour continuer à lui apporter le soutien nécessaire et l'aider à reprendre pied dans cette société où la conquête de la liberté reste un combat de tous les instants. Cette fraternité, que nous partageons, vaut infiniment plus que les conditions draconiennes dont la libération des « longues peines » est habituellement assortie. Chose que l'État, évidemment, ne saurait comprendre.

Notre regard reste tourné vers la prison de Fresnes, où Jean-Marc Rouillan suit actuellement un « stage d'observation », en vue de l'évaluation de sa « dangerosité », avant une nouvelle demande de libération conditionnelle. Celle-ci est plus que jamais nécessaire car, outre le fait que rien ne justifie son maintien en détention, Rouillan est atteint de la maladie d'Erdheim-Chester, pathologie grave et évolutive. La prison n'étant pas un lieu de soins, mais une antichambre de la mort sociale – quand ce n'est pas la mort tout court –, le dernier prisonnier d'AD, qui y a passé plus de vingt-trois ans, doit sortir au plus vite. La campagne de soutien continue !

Nathalie Ménigon, Max Frérot et Régis Schleicher bénéficient tous, aujourd'hui, d'un régime de semi-liberté.

André Sulfide

Informations consultables sur le site : action-directe.over-blog.com

Blasphèmator, le retour

À la mémoire de Jean-Paul Gouteux (1948-2006)

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel

En ces temps troublés où une xénophobie d'État s'épanouit sous les auspices de l'UMP, où l'islamophobie est confondue avec le racisme – ce qui est une erreur de catégorie : le racisme est la croyance en une hiérarchie entre « races » inscrite dans la nature même des individus ; adhérer à une doctrine religieuse est un choix, et non, comme la couleur de la peau notamment, une caractéristique irréductible à une délibération personnelle – par des zélotes prohibant la critique des religions au nom de la tolérance, en cette époque où les religieux de toute chapelle construisent la fiction médiatique des vexations qui les affecteraient, où les moutons du troupeau pastoral ne veulent pas laisser dire qu'ils sont les occupants d'une porcherie mentale, il est sans doute utile de revenir sur l'opposition fondamentale entre croyants et athées. Ceux-là regardent avec affliction les désastres causés par l'inepte notion de divin. Peu importe les différences de surface entre les trois monothéismes ; c'est leur substance commune, criminelle et falsificatrice, qu'il faut dénoncer. Il y va d'une anthropologie qui se donne pour but de comprendre l'intense grégarisme d'une humanité crédule dont les membres s'agenouillent, se prosternent, se flagellent, accompagnent au tombeau l'enfant déchiqueté avec ces paroles épouvantables : « Telle est Sa volonté. »

Le savoir et la morale

Chez tous les croyants, la même matrice argumentative agit sans cesse. Tout d'abord, ce qui est reproché au sceptique rationnel, à l'athée, au mécréant, c'est son outrecuidance : se mesurer à Dieu, quelle audace, quelle impiété coupable ! Dans *Réfutation du déisme* (1814)[1] du poète Percy B. Shelley, Eusèbès, l'un des protagonistes de la dispute sur les mérites du christianisme, s'exprime ainsi : « Voilà donc à quel excès en est arrivée, dans son orgueil, l'intelligence humaine ! À se mesurer avec l'Omniscience ! À sonder les intentions de l'Impénétrable ! » Heureusement pour les audacieux que les religions voudraient faire taire, quelques pays ont rendu impossibles les bonnes vieilles méthodes affectionnées par les Églises : prison, torture, bûcher… En revanche, sont d'usage courant l'intimidation, la calomnie, les accusations inversées de dogmatisme, d'intolérance, de racisme. Le constat que les croyants sont la masse et les incroyants l'infime minorité nous intimerait donc de nous taire. Les officiers du culte, ragaillardis par l'argument du nombre, reprennent ce refrain éculé : « Par quelle série de sophismes un être raisonnable peut-il se persuader de rejeter une religion dont la propagation fut dès l'origine un événement sans aucun parallèle dans la sphère de l'expérience humaine ? » (Shelley, *ibid.*) En s'adressant aux critiques de la religion, nos cerbères de l'ordre moral singent le personnage du pamphlet de Shelley : « Permettez-moi de vous montrer la laideur des erreurs qui vous attirent vers votre perte. Exposez-moi avec sincérité l'enchaînement de sophismes par lesquels le mauvais esprit a trompé votre intelligence. Confessez les secrets motifs de votre incroyance, et souffrez que j'administre un remède à votre maladie intellectuelle. »

« Ne croyez pas en Dieu si vous voulez mais en silence, et surtout respectez notre foi », pleurnichent ou admonestent les suppôts. Cette injonction implique que nous, athées, respections tout le fatras dément du théisme, où se mêlent les phénomènes et entités du capharnaüm théologique : la création du monde en six jours, le Déluge, l'ouverture de la mer Rouge, l'Immaculée Conception, les anges, les miracles, les apparitions mariales, la résurrection du Christ, la transsubstantiation, l'âme séparée du corps et son immortalité, les vierges du paradis, la mort physique comme simple étape vers l'au-delà et l'éternité, la félicité infinie du paradis et les souffrances absolues de l'enfer. Etc.

« Mais la morale issue du message divin, toute cette magnifique bonté de Dieu, comment pouvez-vous les nier ? », s'inquiètent les fidèles. Répondons encore une fois avec Shelley : « Je consens à reconnaître que deux ou trois axiomes de morale, empruntés par le christianisme aux philosophes de la Grèce et de l'Inde, enseignent, sous une forme décousue, des règles de conduite dignes d'éloges mais les leçons les plus pures, les plus élevées de la morale doivent rester des bagatelles, les plus éloquentes exhortations à la vertu doivent manquer leur but, tant qu'on attache la moindre importance à ce dogme qui est l'essence vitale de la religion révélée. » Dans *Pourquoi je ne suis pas chrétien* (1927), Bertrand Russell allait plus loin que bien des penseurs actuels : « L'idée de Dieu, avec tous les concepts qui en découlent, nous vient des antiques despotismes orientaux. C'est une idée absolument indigne d'hommes libres. La vue de gens qui, dans une église, s'avilissent en déclarant qu'ils sont de misérables pécheurs et en tenant d'autres propos analogues, ce spectacle est tout à fait méprisable. Leur attitude n'est pas digne d'êtres qui se respectent. […] Un monde humain nécessite le

savoir, la bonté et le courage ; il ne nécessite nullement le culte et le regret des temps abolis, ni l'enchaînement de la libre intelligence à des paroles proférées il y a des siècles par des ignorants. »

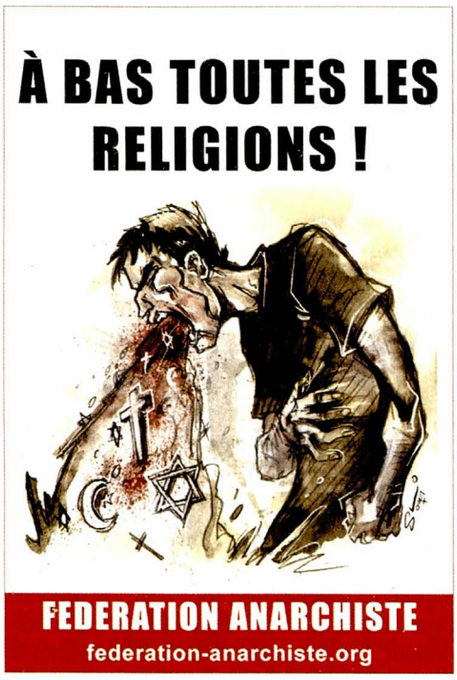
L'éthique complaisante dans laquelle pataugent la droite catho qui se sent revivre grâce aux déclarations du président Sarkozy en terres papistes, les représentants du Conseil français du culte musulman mis en place par le ministre de l'Intérieur Sarkozy, les franges égarées des extrêmes gauches et de certains libertaires (liste non exhaustive) veut imposer le respect envers ceux qui élaborent les plus absurdes affirmations sur le monde et les plus indignes considérations sur les humains. Or, si croire en Dieu est une erreur de la raison, si croire que Dieu est bon est une faute morale de la pire sorte, défendre les adorateurs de ce Dieu fatidique est une faute politique.

Face à cet état de fait, le blasphème et l'irréligion sont nos seules armes. Dès qu'un croyant justifie la mort d'un enfant éviscéré par un assassin en recourant à « l'argument » des desseins impénétrables de Dieu ou en arguant que Dieu, par sa connaissance illimitée de l'advenue des événements, a sauvé d'autres enfants, qui, sans le meurtre du premier, auraient été aussi sauvagement massacrés, il insulte au plus haut point l'humanité tout entière et il faut le lui faire savoir, sans ménagement : il n'est plus temps pour les atermoiements. Dès qu'un religieux justifie les guerres au nom de Dieu, il insulte l'humanité. Dès qu'il argue du libre arbitre offert aux humains par le divin ordonnateur, et qu'ainsi les maux qu'ils s'infligent sont de leur seule responsabilité – malgré la possibilité qu'aurait une entité toute-puissante et omnisciente de contrer leurs agissements funestes –, il insulte l'humanité. Que dire aussi des effets dévastateurs de la nature sur nos semblables ? Dès qu'un religieux justifie l'existence des maladies, de la mort, des catastrophes naturelles (là où le libre arbitre n'intervient en rien) par une volonté divine dont les desseins dépassent notre entendement, il insulte l'humanité. C'est le travail obscurantiste des théologiens, maîtres dans l'art de confiner les dévots dans la croyance en un créateur sublime et subtil. Dans nos contrées, ce genre de criminels de la pensée se rassemblent le dimanche. Parfois, ils manifestent contre l'IVG, parfois ils siègent à l'Assemblée nationale. Ailleurs, ils bénissent les canons destinés à hacher le « bougnoul irakien » – lui aussi indécrottable crédule… – ou encore les lance-flammes des troupes russes à l'assaut des fantômes de Tchétchénie, vous savez, ces musulmans qui, jusqu'à ce que les hordes orthodoxes les massacrent et que l'Occident les abandonne aux mains de Poutine, se foutaient pas mal des plus asservissants oukases de leur religion. Ailleurs encore, ils érigent des murs de séparation et leurs colons s'emparent de terres au nom de Dieu. Les exemples sont légions. Cette foi se devrait alors d'être silencieuse, intime, discrète, mais ces chantres absurdes d'une métaphysique de la terreur ne se taisent jamais. Il leur faut clamer leur foi, vociférer en chaire ou au sommet du minaret, prêcher, convertir, entrer en croisade, évangéliser, coloniser…

Morale, religion et univers

Au sujet des attributs moraux de Dieu, les questions pertinentes sont : 1) celle de la validité empirique de la prière – l'orant doit implorer Dieu de lui accorder sa bienveillance ; 2) celle de l'impossibilité de la prière rétrospective. Il est patent que la prière est un acte infructueux, pourtant pratiquée sans réserve par la multitude, toujours assujettie à un énigmatique mécanisme psychologique qui la lie à cette illusion. Quant au point 2, dans les trois monothéismes, on quémande la réalisation d'une action à venir et non la modification d'une action passée. Une telle prière est d'ailleurs considérée comme blasphématoire dans le judaïsme [2]. On n'a jamais vu un juif croyant supplier son Dieu d'effacer le judéocide [3] perpétré durant la Deuxième Guerre mondiale et de faire revenir à la vie six millions de personnes – ce qui serait à proprement parler un miracle ! Ici, pour on ne sait quelle raison, Dieu impose une flèche du temps qu'il lui serait impossible de rendre réversible. Il s'impose à lui-même une contrainte cosmologique absolue, ce qui est surprenant eu égard à sa propriété essentielle : la surnaturalité et l'incréation de lui-même, c'est-à-dire ce qui lui permet de ne pas être redevable de la structure causale et temporelle du monde et des relations physiques qui s'instaurent entre les entités le composant. Ainsi, il est imposé à Dieu (par un Dieu plus divin que Dieu, sans doute…) que sa propre capacité de création soit limitée, ce qui contrevient à la propriété d'omnipotence que les trois monothéismes affirment, qui est un absolu et sans laquelle le pouvoir religieux s'effondrerait : Dieu *est* ou *n'est pas* omnipotent, il ne saurait être *plus ou moins* omnipotent. Autre option, qui n'impose pas de paradoxes métaphysiques mais uniquement des contradictions éthiques : Dieu peut éviter le génocide, ou le supprimer, mais Dieu ne le veut pas, ce qui s'appréciera comme l'indice d'une perversité incompatible avec ses autres prétendues propriétés fondamentales : la miséricorde et la bonté. (Je n'ignore pas que les théologiens ont inventé le Diable pour tenter de répondre à ce genre d'objections, mais cette « solution » est évidemment dérisoire.)

Le judaïsme a su se préserver de la critique athée en convainquant l'opinion publique que l'antijudaïsme est un antisémitisme. Pourtant, après le génocide, les Juifs déliés de l'empire coercitif et infamant de leur ancienne allégeance théologique auraient été amplement fondés à récuser les propagateurs de la loi persécutrice de Dieu. Il est honteux que les rabbins puissent encore bénéficier du respect que leur fonction sacerdotale leur confère. En France, toutes les cérémonies officielles en



souvenir des victimes du génocide sont entre leurs mains…

La liberté, pas le libre arbitre !

Vous, les prosternés, de quel destin nous parlez-vous, avec vos dieux et vos prophètes grandiloquents ? Un destin de piétaille, claquant des dents en entrant dans vos temples, misérables dans la trépidation de la vie et cependant encore rapetissés par la traque d'airain dont vous êtes les victimes, quand vos dieux vous ordonnent de vivre dans la crainte de leur colère. Un destin où règnent la peur et l'encasernement de l'esprit, soumis aux psaumes, aux prières, aux prêches, aux commandements. Destin des corps affamés de désir et que les dévots enlaidissent, les incarcérant dans des morales obtuses et frauduleuses. Destin des soldats carnassiers prononçant des vœux d'obéissance à des dieux psychotiques. Destin de la masse humaine ravagée par la dévotion, humiliée par son sort servile, et masse néanmoins consentante au nom de Dieu, pour la plus grande gloire de Dieu. Alors oui, face à cette fatale omniprésence de la foi, il faut se rebeller, il faut oser l'athéisme, il faut blasphémer, refuser de se soumettre à la volonté des croyants et de leurs auxiliaires qui réclament que la foi fasse l'objet d'un respect indiscutable. La grandeur de l'homme tendanciellement libre, c'est de croire que la liberté n'est pas de lutter en faveur de sa propre servitude.

M. S.

---

1. Cet ouvrage est une version augmentée d'un livre de 1811 – Shelley a alors 19 ans –, intitulée *De la nécessité de l'athéisme*. Sur ce poète fulgurant, voir Laurent Patry, « Les fantômes de Shelley dans la chair d'aujourd'hui », *Réfractions*, n° 14, « Ni Dieu ni maître », printemps 2005. Voir http://refractions.plus-loin.org/

2. J'emprunte cette information à Michael Dummett, *Truth and Other Enigmas*, Harvard University Press, 1978.

3. Le vocable « judéocide » est préférable à celui de « Shoah » (« catastrophe » ou « anéantissement »). Il faut bannir ce dernier, car ce terme hébreu possède une évidente connotation religieuse. En effet, l'hébreu étant la langue de la religion juive et sûrement pas de l'ensemble des Juifs victimes du génocide nazi, l'opération d'universalisation linguistique du terme servant à nommer le projet nazi de destruction totale du peuple juif par un seul et unique mot pose un véritable problème de légitimité : ce n'est pas par et dans cette langue que se constitue l'unité du peuple juif que les nazis ont voulu éradiquer ; cette langue n'était pas celle des Juifs non croyants et souvent attachés soit au yiddish, soit aux langues des pays dans lesquels ils étaient installés parfois depuis très longtemps. Il est choquant d'exprimer par un mot issu de la langue servant au dialogue entre Dieu et ses créatures une abomination d'une telle ampleur, où fut atteint le summum de la déréliction. Ce mot est donc foncièrement inadéquat et le fait qu'il soit entériné par l'usage n'y change rien.

À propos des limites

Jean-Pierre Tertrais

Dans le *ML* n °1586, à travers un article intitulé « Le mythe de la finitude terrestre », Philippe Pelletier exprime un point de vue d'un optimisme qui me semble en total décalage avec la réalité, avec le risque d'anesthésier, chez le lecteur, une conscience écologique qu'il est déjà difficile de faire évoluer. Un article sur les limites sans références chiffrées. Ce qui signifie en substance : « Nous ne savons pas où sont les limites, mais nous savons ne pas les avoir franchies ! » Je présenterai ici un regard moins serein. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, à cet égard, que la Fédération anarchiste a adopté, en 2004 et 2008, deux motions (plus une campagne) sur la décroissance, dont l'un des axes essentiels est le problème des limites.

Catastrophisme ou anesthésie ?

Avant d'aborder le corps du sujet, attardons-nous un instant sur la notion de catastrophisme. Concernant la manière de percevoir la réalité, notamment écologique, il y a deux attitudes possibles : le pessimisme et l'optimisme, chacun des deux points de vue pouvant argumenter (il semblerait même que la première posture ait de meilleurs atouts). Or le point de vue de Philippe Pelletier consiste à attribuer un jugement moral, une hiérarchie. Les pessimistes sont taxés de catastrophistes (c'est-à-dire que l'auteur procède à l'amalgame entre les visions apocalyptiques liées à la religion et les inquiétudes légitimes de nombreux individus – écologistes ou non – sur l'avenir de la planète). Les optimistes, eux, ne sont pas soupçonnés de l'excès inverse, de « béatitude », par exemple. Faut-il en déduire qu'ils représentent la norme sociale, la santé mentale ?

Contrairement à ce qu'affirme Philippe Pelletier, le catastrophisme ne constitue pas l'arme favorite des dirigeants (même s'ils peuvent y avoir recours). Ce qu'ils pratiquent, c'est plutôt l'anesthésie, la méthode Coué : « Ne soyez pas inquiets, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. » Une dérisoire amélioration des chiffres dans le domaine de l'emploi autorise aussitôt un titre tonitruant comme « La sortie du tunnel ». Or l'article de Philippe Pelletier est construit selon la même architecture : la situation est (presque) parfaite, (quasiment) aucune ombre au tableau ; le négatif n'existe pas.

Si les politiciens étaient des catastrophistes, amplifiant les dégâts commis contre la biosphère, afin de faire régner la terreur, ils devraient récompenser d'un quelconque ordre du mérite ceux qui alertent sur ces dangers. Or Reporters sans frontières (entre autres) cite, dans une période courte, treize cas de journalistes et de blogueurs tués, agressés, emprisonnés, menacés de mort ou censurés pour avoir traité des problèmes environnementaux. Un journaliste guinéen vit sous la menace, un blogueur égyptien fait l'objet d'une procédure judiciaire, un journaliste russe a passé quatre années en prison, un confrère ouzbek vient d'être condamné à dix ans de prison. Victime d'une agression, un autre journaliste russe a perdu une jambe et plusieurs doigts, une reporter en Bulgarie a été menacée d'être aspergée d'acide, un journaliste philippin a

disparu depuis 2006. En Chine, un internaute est condamné à trois ans de prison pour avoir alerté sur la pollution qui frappe le troisième plus grand lac chinois, etc. Cas auxquels il faudrait ajouter, sans doute, des milliers de petits « tracas » ordinaires. Il est vrai, en revanche, que Yann Arthus-Bertrand et Nicolas Hulot coulent des jours tranquilles.

Limites : le flou artistique

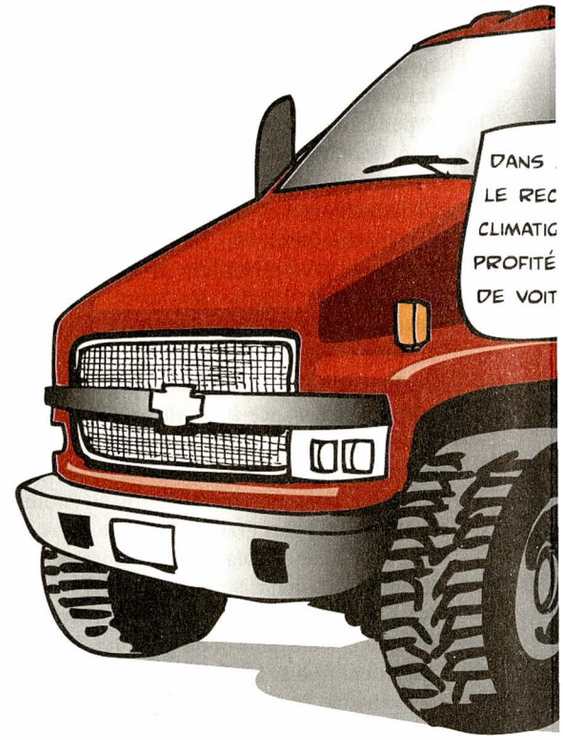
Mais l'essentiel est ailleurs. Philippe Pelletier prend prétexte de modes de calcul non explicités, de chiffres fantaisistes, d'erreurs manifestes pour faire croire au caractère illimité des ressources. Au motif que les limites de la planète ne sont pas mathématiquement définies, elles n'existeraient pas. Sous-entendu toujours : une croissance illimitée dans un monde limité est possible. Or il est évident que si toute solution technologique contribue à déplacer les limites, elle ne saurait les annuler. Les soins palliatifs technologiques d'une croissance en phase terminale ne peuvent être que provisoires, et plus les technologies évoluent dans la démesure, plus leurs échecs se produisent à grande échelle. Une telle démarche contribue à endormir la conscience écologique. Le réveil sera d'autant plus brutal car, comme l'écrivait Charles Péguy, « le triomphe des démagogies est passager, mais les ruines sont éternelles ».

Philippe Pelletier jette le discrédit sur la notion d'empreinte écologique : c'est son droit. Mais on remarquera, d'une part, que celui qui souhaite éviter de constater la fièvre commence souvent par casser le thermomètre et que, d'autre part, il ne se hasarde que très rarement à faire des propositions chiffrées.

Il évite notamment d'évoquer le problème des ressources halieutiques qui illustre de façon convaincante cette notion. Or la FAO estime à 77 % la proportion d'espèces de poissons impactées à différents degrés, 8 % seraient épuisées, 17 % surexploitées et 52 % exploitées à leur maximum. Les prises de poissons ont atteint un maximum de cent millions de tonnes en l'an 2000, mais la « production » (le terme « prélèvement » serait sans doute moins glorieux pour le narcissisme humain !) stagne depuis 1990, alors que les capacités de pêche ne cessent d'augmenter. Les individus capturés sont de moins en moins gros et de plus en plus jeunes. 25 % des poissons (27 millions de tonnes !) qui sont pêchés sont rejetés morts à la mer car ils n'appartiennent pas aux espèces souhaitées ! Des poissons encore aussi communs dans les années 1950-1960 que le cabillaud de l'Atlantique, le haddock de la mer du Nord et le thon rouge de l'Antarctique ou que l'anguille d'Europe figurent aujourd'hui, avec une centaine d'autres, sur la liste des espèces menacées. Des millions de personnes dépendent de la pêche, surtout dans les pays pauvres, et près de 2,6 milliards d'individus consomment couramment des protéines issues des produits de la mer.

Et l'avenir pourrait être encore plus sombre, puisque 80 à 100 % des récifs coralliens du monde sont menacés de blanchiment, dégradation ou disparition par la montée des océans. On craint aussi une accélération de l'acidification des océans induite par le CO_2, qui pourrait (ce n'est même pas sûr !) aggraver ces problèmes en affectant également les petits organismes planctoniques à la base de la chaîne alimentaire. Et cet effondrement qui atteint la pêche mondiale ne sera pas compensé par l'aquaculture, puisque la production d'un kilo de poissons en aquaculture exige cinq kilos de poissons sauvages. Mais en 1609, le juriste Grotius écrivait : « La pêche en mer est libre, car il est impossible d'en épuiser les richesses. » Alors, tout va bien ! On lira, malgré tout, avec profit, le dossier « Surpêche » de Wikipédia dont sont tirées les informations ci-dessus.

« Il existe, écrit Philippe Pelletier, d'énormes réserves en eau potentielles pour l'humanité. » Certes. Sauf que la consommation d'eau douce a triplé depuis 1950, et que la plupart des grands fleuves connaissent une diminution de leur débit. Sauf qu'une partie de plus en plus importante est polluée, et donc impropre à la consommation (en France, 90 % des sources sont polluées par les pesticides). Sauf que l'industrie accélère le gaspillage des ressources (extraire le pétrole des sables bitumineux exige des quantités d'eau phénoménales). Sauf que ces tendances lourdes s'emballent, et que ce qui compte ce ne sont pas les ressources « potentielles » mais celles qui sont réellement disponibles, en quantité et en qualité.

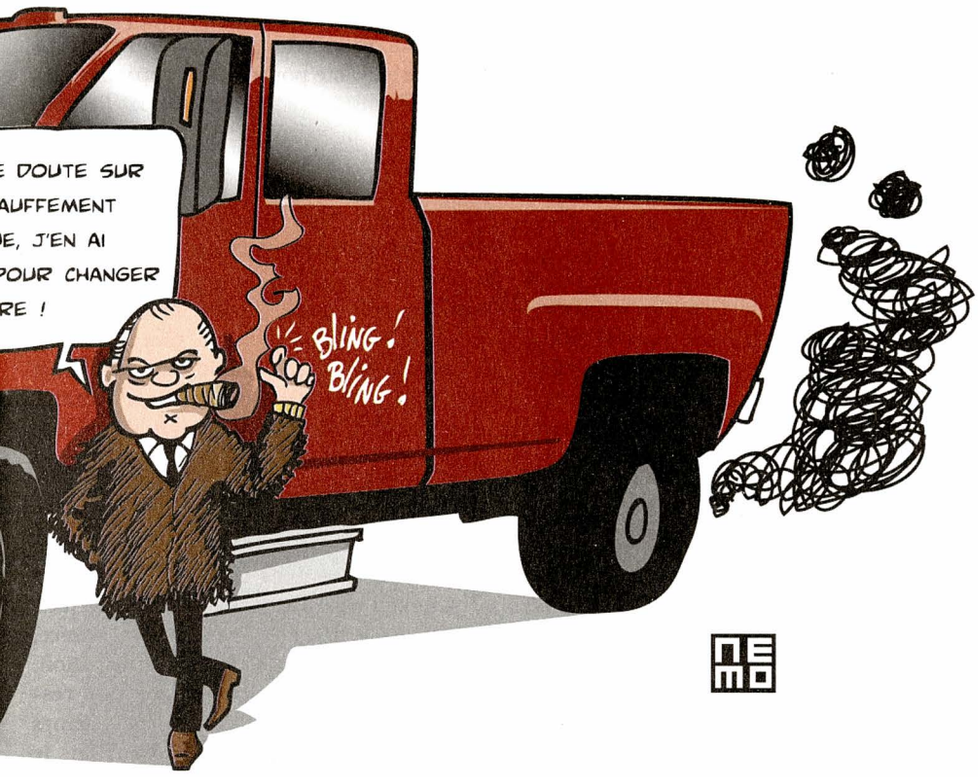


Émancipation ou survie ?

Mais l'aspect le plus grave concerne la question de la faim (à laquelle se rattache évidemment celle des ressources halieutiques).

Philippe Pelletier assène : « C'est au nom de la science que nous pouvons dire au savant Malthus qu'il s'est trompé. » Mais au nom de quelle science exactement ? L'auteur use du prétexte d'un ralentissement de la croissance démographique pour évacuer les conséquences prévisibles. Ce n'est pas sept mais neuf milliards d'individus (une bagatelle !) que l'agriculture mondiale devra nourrir avec des terres agricoles de moins en moins nombreuses et de plus en plus appauvries, et notamment à l'approche de l'ère post-pétrole. Si « la logique du marché a mis en friches des milliers d'hectares », elle a détruit – et pour longtemps – des superficies beaucoup plus vastes. Selon Claude Bourguignon (microbiologiste) et sa compagne Lydia (ingénieur agronome), un milliard d'hectares de terres fertiles ont été stérilisés en un siècle par l'agrochimie, soit 25 % des terres cultivables planétaires ! Aujourd'hui, nous perdons en moyenne dix tonnes de sol par hectare et par an. La conséquence de ces agressions chimiques, c'est la baisse des rendements ; ils ont en effet augmenté de 3 % de 1950 à 1984, de moins de 1 % de 1984 à 1994, et la plupart des chiffres sont en baisse depuis 1995, pour les rendements de céréales notamment.

Les deux spécialistes écrivent : « L'érosion des sols est un problème préoccupant. En 6000 ans d'agriculture, l'homme a provoqué deux milliards d'hectares de désert, dont un milliard au XXe siècle. Actuellement, l'intensité de l'érosion augmente d'une tonne à l'hectare par an. Nous déforestons 17 millions d'hectares de forêts, essentiellement en zones tropicale et équatoriale. La balance est de plus de 7 millions d'hectares par an mis en culture. La population augmente de 90 millions chaque année. Soit 700 m^2 de terre cultivée par nouvel habitant. C'est la surface de la famine, selon la définition de la FAO. Actuellement, nous cultivons 1,750 milliard d'hectares pour six milliards d'habitants, soit moins de 3000 m^2 par habitant. Or les pays développés consomment, pour la France, 6000 m^2 par habitant, pour les États-Unis, 8000 m^2 par habitant. De ce fait, plus d'un milliard d'habitants sont sous-alimentés. » Ce n'est effectivement plus seulement le problème de l'inégalité d'accès à la nourriture qui sera en jeu dans les famines à venir, mais la surcapacité de charge de l'humanité par rapport aux possibilités de la biosphère.



Une impasse qui pourrait être fatale

Classé parmi les millénaristes et les sectaires par tous ceux dont la vocation est le déni des réalités géophysiques, le géologue Dale Allen Pfeiffer confirme, en plus sombre, les craintes précédentes. Dans un texte intitulé « Nous mangeons du pétrole * », il dépeint l'avenir qui attend une humanité prise au piège de la croissance économique et du progrès technique. Il s'agit d'un réquisitoire implacable (et même si les chiffres s'avéraient quelque peu différents, la conclusion ne serait en rien modifiée). En voici la teneur.

« Aujourd'hui, virtuellement toutes les terres productives de cette planète sont exploitées pour l'agriculture. Ce qui reste inutilisé est trop escarpé, trop humide, trop sec ou sur un sol trop pauvre en nutriments. Au moment où la production agricole ne peut plus s'étendre par accroissement de la surface, des innovations rendent possible une meilleure productivité des terres disponibles. »

« Dans les années 1950 et 1960, l'agriculture a subi une transformation radicale souvent appelée la révolution verte. Elle est le résultat de l'industrialisation de l'agriculture. Une partie des avancées provint de nouvelles plantes hybrides, donnant des récoltes bien plus productives. Entre 1950 et 1984, la production de semences mondiale crût de 250 %. C'est un accroissement considérable de la quantité de nourriture disponible pour la consommation humaine. Cet accroissement d'énergie ne provenait pas d'une augmentation de l'ensoleillement, ni de l'apparition de nouveaux horizons de terres agricoles. L'énergie de la révolution verte provenait des énergies fossiles sous la forme d'engrais, de pesticides et d'irrigation motorisée. »

« Dans un sens littéral, nous pouvons dire que nous mangeons du pétrole. Cependant, à cause des lois de la thermodynamique, il n'y a pas de correspondance directe entre l'énergie consommée et l'énergie produite par l'agriculture. Tout au long du processus, il y a une perte d'énergie. Entre 1945 et 1994, l'énergie utilisée par l'agriculture a été multipliée par 4 tandis que les récoltes ont été multipliées par 3. Depuis lors, l'énergie consommée n'a cessé d'augmenter sans accroissement correspondant des récoltes. À cause de la dégradation des sols, de la demande croissante de gestion des nuisibles et des coûts pour l'irrigation, l'agriculture moderne doit continuer d'augmenter ses dépenses énergétiques simplement pour maintenir sa production actuelle. La révolution verte va à la faillite. »

« Le système d'alimentation américain consomme dix fois plus d'énergie qu'il produit de nourriture. Cette asymétrie repose sur les stocks de pétrole fossile non renouvelable. Assez simplement, quand la production de pétrole commencera à diminuer dans les années à venir, il y aura moins d'énergie disponible pour produire de la nourriture. L'agriculture intensive moderne n'est pas durable. L'agriculture améliorée technologiquement augmente l'érosion du sol, pollue et surconsomme les eaux souterraines et de surface, et même (essentiellement à cause de l'usage des pesticides) provoque de sérieux problèmes d'environnement et de santé publique. »

« Il faut cinq cents ans pour remplacer 2,56 centimètres de terre arable. En environnement naturel, la reconstitution de la terre se fait par décomposition des matières végétales, protégée de l'érosion par les plantes qui apparaissent. Dans les sols fragilisés par l'agriculture, l'érosion réduit la productivité de 65 % tous les ans. Les prairies, qui constituent l'essentiel des terres aux États-Unis, ont perdu la moitié de la couche arable après environ cent ans d'exploitation fermière. Ce sol s'érode trente fois plus vite qu'il ne se forme. En conséquence, la terre arable restante est de plus en plus pauvre en nutriments. Chaque année, aux États-Unis, plus de 800 000 hectares de terre agricole sont perdus à cause de l'érosion. De plus, l'urbanisation, la construction de routes et les besoins industriels requièrent annuellement 400 000 hectares de terre. L'expansion de la population humaine ajoute une pression croissante sur les disponibilités de terre. L'agriculture moderne contraint également nos ressources en eau. La production d'un kilo de maïs requiert 1 400 litres d'eau. À moins de faire quelque chose pour réduire cette consommation, l'agriculture moderne va propulser les États-Unis dans une crise de l'eau. »

« Ces vingt dernières années, l'utilisation de pesticides aux États-Unis a été multipliée par 33, et chaque année, il y a plus de pertes dues aux parasites. C'est le résultat de l'abandon de la pratique traditionnelle de rotation des cultures. L'agriculture moderne n'est pas durable. Elle abîme la terre, en drainant les ressources en eau et en polluant l'environnement. Et ceci requiert de plus en plus de pétrole pour pomper l'eau pour irriguer, pour remplacer les nutriments, pour protéger les parasites, pour compenser l'environnement et simplement maintenir le niveau de production constant. Pourtant, cette entrée nécessaire de combustible fossile va devoir affronter la diminution de ce combustible fossile. »

« Pour fournir la nourriture à l'ensemble des Américains, il faut 600 000 tonnes de pesticides par an. C'est plus d'un cinquième du total mondial des pesticides utilisés. Au niveau mondial, on utilise plus d'engrais azoté par an que la nature ne peut en produire. De même, l'eau des nappes phréatiques est pompée à un

rythme supérieur à celui auquel elles se remplissent. Les stocks de minéraux importants comme le phosphore ou le potassium approchent rapidement de l'épuisement. Le total d'énergie consommée par les États-Unis est trois fois le montant de l'énergie solaire collectée sous forme de produits forestiers ou de récoltes. Les États-Unis consomment annuellement 40 % plus d'énergie que le montant total d'énergie solaire capturée en un an par toute la biomasse des États-Unis. »

« À ce jour, il y a 0,73 hectare de terre cultivable pour chaque citoyen américain. D'ici 2050, ceci devrait passer à 0,24 hectare. Pour maintenir les rations standards, il faut 0,48 hectare par personne. M. Giampietro et D. Pimentel estiment qu'il serait possible d'avoir un système d'alimentation durable si quatre conditions étaient réalisées : technologies agricoles environnementalement saines, utilisation des énergies renouvelables, augmentation majeure de l'efficacité énergétique, taille et consommation de la population compatibles avec le maintien de la stabilité des processus environnementaux. Si les trois premières conditions sont réalisées, avec une réduction de moins de la moitié de consommation d'énergie « exosomatique » par personne (brûler du pétrole dans un tracteur, par exemple), les auteurs estiment à 200 millions la population maximale dans une économie durable (plusieurs autres études ayant produit des chiffres de cet ordre). Sachant que la population actuelle des États-Unis est de 292 millions, cela signifie une diminution de 92 millions. Pour réaliser une économie durable et éviter un désastre, les États-Unis doivent réduire leur population d'au moins un tiers. »

« Aucune de ces études ne considère l'impact de la baisse de la production de pétrole. Les auteurs de toutes ces études croient que la crise de l'agriculture ne commencera à avoir un impact qu'après 2020, et ne deviendra pas critique avant 2050. Le pic actuel de production de pétrole (et le déclin qui va suivre), associé au pic de production du gaz naturel d'Amérique du Nord va très vraisemblablement provoquer cette crise de l'agriculture plus tôt que prévu. Il est fort probable qu'une réduction d'un tiers de la population des États-Unis ne sera pas très efficace pour la durabilité ; la réduction nécessaire pourrait dépasser la moitié. Au niveau mondial, la durabilité ne pourrait être atteinte qu'après une réduction de la population de 6,32 milliards d'habitants à deux milliards – une réduction de 68 % (plus des deux tiers). La fin de cette décennie pourrait voir les prix de la nourriture se développer sans contrôle. La décennie suivante pourrait voir apparaître des famines à un niveau jamais subi par l'espèce humaine. » On comprend aisément que l'auteur se soit lui-même déclaré « perturbé par l'écriture de cet article ».

Vers une sérieuse remise en cause

Beaucoup de partisans de la décroissance non libertaire affirment qu'il faut rendre celle-ci « désirable ». Certes, si l'on veut créer une dynamique de transformation sociale, il est impératif que les acteurs y perçoivent un intérêt, celui d'une plus grande convivialité, d'une réelle solidarité. Mais il ne faudrait sombrer ni dans la démagogie ni dans l'adhésion à la méthode Coué. Car il n'y aura d'avenir qu'en liquidant le rêve abondanciste qu'a fait naître un « capitalisme de la séduction », et qui a contaminé l'ensemble des options politiques. N'en déplaise aux intoxiqués de la croissance, de la haute technologie, de l'industrialisation, du consumérisme, l'épuisement des ressources et la dégradation des écosystèmes vont mettre fin à cette fuite en avant vers le « toujours plus ». La crise écologique va nous contraindre à une simplicité des besoins, à une vie probablement plus rude, à un certain retour en arrière – une utilisation mesurée de la machine associée à une réhabilitation du travail manuel. Cette crise pourrait même, comme le suggère Dale Pfeiffer, nous acculer à de graves difficultés à satisfaire le besoin le plus élémentaire : la faim.

Développer une agriculture biologique (qui ne représente que 2 % de la surface agricole en France, et dont les rendements sont presque trois fois moins élevés que ceux de l'agriculture chimique), promouvoir une alimentation de proximité, de saison et plutôt végétarienne, réhabiliter la traction animale (mais il faudra du temps pour reconstituer le cheptel d'animaux de trait), retrouver les savoir-faire paysans que le modernisme a fait oublier, etc., la tâche s'annonce ardue. La solution la plus prometteuse : que chaque individu devienne, sinon agriculteur, au moins jardinier, mais il faudra changer les habitudes et les mentalités pour opérer ce retour au travail de la terre. Beaucoup rayeront d'un trait de plume ces sombres hypothèses au prétexte que, pour l'instant, la catastrophe n'est pas survenue. Comme s'il s'agissait d'une preuve ! La réalité la plus probable, c'est que l'humanité se porte aussi bien qu'un individu en train de tomber du haut d'un immeuble… et passant au niveau du premier étage ! Dans ce cas de figure, le contact avec le sol modifie souvent les sensations ! J.-P. T.

*. dlarchey.free.fr/eatingoil.pdf

Anarchie & cinéma

La vérité, je la mets du côté de l'espoir.
Armand Gatti

Sous-titré *Histoires, théories et pratiques des cinémas libertaires* (le pluriel dit déjà la rigueur), le colloque « Anarchie et cinéma » organisé les 2 et 3 avril derniers par l'université Paris 1 a constitué assurément une grande première et une avancée symbolique avant même sa réalisation : l'anarchie reconnue comme objet d'étude légitime au sein d'une université et pas n'importe laquelle, l'université Panthéon-Sorbonne.

Son déroulement dans l'auditorium de l'Institut national d'histoire de l'art, dans des conditions matérielles excellentes (pas une minute de retard, un enchaînement au cordeau, histoire de rompre avec les clichés usés qui obèrent le mouvement anarchiste), a été à la hauteur des attentes suscitées par l'importance de l'événement et par les qualités à la fois scientifiques et humaines de ses organisatrices : Nicole Brenez, une maître de conférences qui, sans ses mauvaises fréquentations, on peut le supposer, pourrait être prof d'université depuis longtemps tant la liste de ses publications et des manifestations qu'elle a organisées est éloquente, et Isabelle Marinone, qui a soutenu une thèse inaugurale « Anarchisme et cinéma en France : panoramique sur une histoire du 7e art français virée au noir », rédigée sous la direction de Jean A. Gili et de… Nicole Brenez.

Parmi les communications de très haut niveau, celle qui m'a le plus impressionnée fut « La dimension auguste du monde. Gatti et l'anarchisme » d'Olivier Neveux, un brillantissime maître de conférences à l'université Marc-Bloch de Strasbourg, qui n'eut malheureusement pas le temps de citer Gustav Landauer comme il le prévoyait.

Mais le colloque a présenté également une parole d'une diversité enrichissante tant géographique que générationnelle. Des points de vue venus d'ailleurs ont mis en perspective la réflexion, comme celui d'Adilson Inácio Mendes de l'université de São Paulo ou celui de Louis-George Schwartz de l'université d'Athens (Ohio) ou encore ceux de chercheurs belges comme Erik Buelinckx de la Vrije Universiteit Brussel sur « Gérard de Lacaze-Duthiers », le représentant un peu oublié de l'« artistocratie », et de Grégory Lacroix de l'université de Liège sur « La mouvance provoc'du cinéma de Belgique », qui a montré, encore une fois, combien cette nation improbable peu être féconde en matière de pensée subversive.

Aux côtés de chercheurs reconnus comme Giusy Pisano, Laurent Mannoni, voire émérites comme Ronald Creagh, des universitaires en devenir (doctorants ou même étudiants en master) ont pu faire part de leurs travaux. En master cinéma à l'université Lumière de Lyon, Yannick Gallepie a présenté, par exemple, une communication structurée et documentée sur « les films de fiction produits par la CNT ». Il faut féliciter les organisatrices d'avoir laissé cet espace d'expression à des chercheurs qui attestent que le relais est d'ores et déjà en train d'être passé.

Comme l'approche de l'anarchie se faisait à travers le prisme des images animées, des projections diverses ont illustré les propos en offrant autant de respirations. Présentés par Laurent Mannoni, directeur scientifique du patrimoine de la Cinémathèque française, les incunables de la coopérative Le Cinéma du peuple justifiaient à eux seuls l'organisation du colloque. En effet, longtemps l'histoire du cinéma écrite par les vainqueurs consacrait les cinéastes soviétiques des années vingt comme les pionniers du cinéma politique. Depuis, les recherches notamment de Tanguy Perron et la thèse d'Isabelle Marinone ont montré que les fondations avaient été posées, maladroitement certes mais résolument, à Paris dès 1913-1914 par Le Cinéma du peuple, une coopérative fondée essentiellement par des anarchistes pour produire « le contrepoison » aux « films orduriers servis chaque soir au public ouvrier », selon Gustave Cauvin. Dès la première matinée, les participants au colloque ont pu découvrir *La Commune*, *Les Misères de l'aiguille* et *Le vieux docker*, trois films d'Armand Guerra, comme autant de matérialisations de cette rencontre unique entre l'anarchie et le cinéma. Ensuite, parmi toutes les images présentées, une mention spéciale « émotion » revient aux films de Bernard Baissat consacrés à de grandes figures féminines de l'anarchisme, Jeanne Humbert ou May Picqueray : sans l'afféterie des modernes car entièrement au service de son sujet, il leur donne la parole et nous la restitue donc intacte. Que Bernard Baissat en soit ici remercié !

Enfin, les deux organisatrices ont élaboré une belle mise en scène avec ponctuations et moments forts, comme le commentaire de Jean-Pierre Bouyxou présent dans l'auditoire après la communication qui lui était consacrée, et surtout la clôture du colloque marquée par l'arrivée d'Armand Gatti et d'Hélène Châtelain et leurs prises de parole respectives. Dans ce moment intense, par leur simple présence physique et dans leur discours, le vieux maître et sa fidèle complice de La Parole errante ont exprimé la transmission et donc la pérennité des valeurs qui ont construit toute leur vie : les valeurs de l'anarchie.

Mato-Topé

Un essai original

Dans l'essai intitulé *Welke Vrijheid* (Quelle liberté ; oui, sans point d'interrogation), la penseuse libertaire hollandaise Weia Reinboud a élaboré son idée sur « la liberté ». Bien sûr, elle le sait, il s'agit d'une « notion-conteneur », et pendant des siècles on a écrit sur ce sujet une pleine bibliothèque. C'est pourquoi elle ne va pas aborder ce sujet par la voie « essentialiste ». Elle veut démarrer dans notre monde. C'est pourquoi elle utilise, pour être clair, une sorte de théorie de l'action qui s'adapte à une voie « conséquentialiste ».

Comment a-t-elle travaillé ?

Elle a ouvert la notion de la liberté de deux côtés. D'une part, elle prête attention à la liberté individuelle. Dans le texte, elle parle de i-vrijheid (*vrijheid* = liberté, i = individu). Je vais écrire « i-liberté ». D'autre part, elle se concentre sur ce qu'elle nomme *s-vrijheid* (s = société), c'est-à-dire « liberté sociétaire ». Je vais écrire « s-liberté ». Entre les deux types de liberté, il existe une zone de tension.

L'i-liberté laisse tout individu libre de n'en faire qu'à sa tête. Cela peut aboutir à un comportement qui ne tient pas compte de la société, de la vie sociale. Pour illustrer son point de vue, Weia décrit deux formes de l'« ordre social » en les utilisant comme des exemples d'une « société ».

L'une est composée comme un banc pour quatre personnes dans un parc. Le banc est complet. Une cinquième personne ne peut s'asseoir que si l'une des quatre cède sa place. Cette cinquième personne représente un homme obèse qui à un cornet de frites à la main. L'autre exemple présente un monde simple, composé de mille personnes, dont deux « richards ». Ces deux exemples forment l'arrière-plan de nombre de manières de se comporter, décrites par Weia. Cela aide à commenter les effets désirables ou non.

Avec l'aide de ces exemples, il est facile de faire apparaître si un certain comportement de type « n'en faire qu'à sa tête » mène à des infractions dans l's-liberté (le « bouffeur de frites » éjecte une personne du banc). Cela n'est pas la liberté qui est souhaitable, car Weia opte pour la s-liberté.

Comment pose-t-elle des limites ?

Elle décrit quatre sortes de limites, que je nomme les « conséquences de l'agir ». La première limite est : causer de la misère (pousser quelqu'un d'un banc). La deuxième est : on cause de la misère, mais en fermant les yeux. Ici, elle parle des effets de « nos » comportements sur des populations lointaines déjà confrontées à la misère (des effets environnementaux, le travail des enfants, etc.). La troisième est : causer de la pénurie (exemple : couper une tarte en huit parts alors qu'il y a dix personnes). La dernière est : si l'on cause de la pénurie, est-on prêt à réfléchir à la répartition ou non ?

Cela conduit à la conséquence suivante : si l'i-liberté de l'un cause de la misère pour l'autre, une telle i-liberté ne peut s'intégrer à la s-liberté, déclare Weia. Ainsi, l'i-liberté convenable est la liberté qui ne cause pas de misère.

L'individualité sociétale

D'après cette représentation schématique, Weia soulève un grand nombre de problèmes sociétaux qu'elle critique, ainsi que la culture capitaliste dans laquelle nous vivons. Elle plaide pour une position dans la société des hommes et des femmes que l'on peut qualifier de « *communal individuality* » (individualité sociétale) (voir A. Ritter, *Anarchisme*, 1980).

Le livre donne matière à réfléchir à une autre société que l'actuelle, par la voie d'actes individuels. Il est possible d'évaluer les conséquences de la façon d'agir dans la vie quotidienne et, connaissant ces conséquences, réviser cette façon d'agir. On peut immédiatement commencer à agir autrement. Ainsi, explicitement, elle n'a pas voulu esquisser une autre société. Il faut qu'elle se développe, parce que l'homme va agir autrement…

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que le commentaire des adversaires sera que l'auteur simplifie excessivement la problématique socio-économique et écologique. Un tel commentaire, je vais le confronter avec ce que l'on peut lire dans un article du *Monde* du 5 mars 2010.

Dans cet article, nous apprenons que Sarkozy mise sur l'État pour sauver l'industrie. Sarkozy sait s'entourer d'un *think tank* composé de gens qui peuvent réfléchir à des problèmes sociétaux très profonds… Une partie du résultat de cette forme de réflexion est parue en pleine page avec toutes sortes de graphiques.

Mais on ne trouve pas dans ce plan de sauvetage de l'industrie le calcul des « frais sociétaux ». On ne trouve qu'une « phrase sournoise », comme Weia dirait. En effet, Sarkozy critique ses prédécesseurs en évoquant « l'héritage de décennies de mesures anti-industrie, couronnées par les 35 heures ». Là, on comprend pourquoi la France va mal ? Si cela n'est pas une simplification inouïe de la problématique, alors, je ne sais plus…

Dans l'*Anarchisme Bulletin* (n° 25, mars 2010), édité et diffusé en anglais par l'anarchiste hollandais et cosmopolite Bas Moreel, on prête attention au livre de Weia, en indiquant que c'est un livre qui rend inévitable l'apprentissage du hollandais… En effet, Weia a écrit dans un style et un langage qui mettent son texte à la portée de tous. Maintenant, on doit espérer que ceux pour qui elle l'a écrit vont le lire.

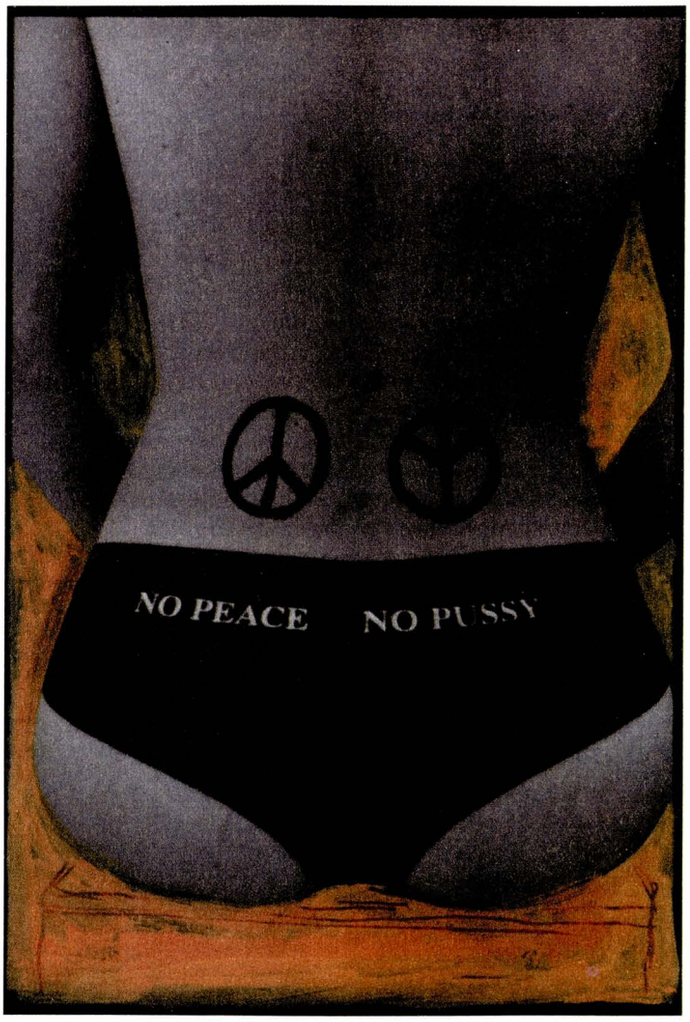
Thom Holterman

Rédacteur de la revue anarchiste hollandaise De AS

Weia Reinboud, *Welke Vrijheid, Essay over Vrijheid en Beschaving* (Quelle liberté. Essai de la liberté et de la civilisation), Atalanta, Utrecht, 96 p., 9 euros.

Féministe et laïque

au pays des seigneurs de la guerre



Ce n'est pas un énième livre sur les crimes des talibans et l'oppression des femmes afghanes, non, c'est un appel à la libération et à la liberté, écrit par une Afghane de 30 ans, d'un courage sans limites, qui, depuis qu'elle est née, ne connaît que la guerre, « les invasions étrangères, les déplacements de population et les hécatombes ».

Dès le début de ce témoignage, le ton est donné. Malalaï Joya retrace son parcours et, ce faisant, contribue « à rectifier la formidable désinformation dont l'Afghanistan est l'objet ». En effet, si la plupart des ouvrages sur ce pays se contentent de décrire la cruauté du régime taliban, « ils font généralement l'impasse sur l'une des périodes les plus noires de notre histoire : le régime des moudjahidin fondamentalistes de 1992 à 1996 ». Et ils font l'impasse aussi sur l'incroyable collusion entre les États-Unis, les troupes d'occupation étrangères (42 pays) et les seigneurs de la guerre, chefs de clan corrompus, violeurs, trafiquants de drogue, militants islamistes, installés au Parlement alors qu'ils devraient être devant un tribunal.

Malalaï Joya ne mâche pas ses mots et décrit la situation de son pays et des femmes en particulier avec une grande lucidité et une grande tristesse, mais aussi avec beaucoup d'espoir. Un ton non dénué d'humour même quand, pour relater les bons tours joués aux « forces des ténèbres », elle utilise sa burqa, « un suaire pour vivantes », pour cacher les livres d'école ou pour circuler *incognito* puisque déjà sous les talibans, elle organisait des cours clandestins et s'occupait d'un dispensaire. Tenace, elle ne lâche rien, jamais elle ne s'avoue vaincue, jamais elle ne se tait, même quand les représentants des Nations unies le lui conseillent, pour sa sécurité ; elle lutte pour l'égalité des femmes et des hommes, pour le droit à l'éducation ; pour la sécularisation de son pays aussi, et ce n'est pas un petit combat.

« Voix des sans-voix », elle s'applique à démolir, avec une argumentation sans faille, cette politique d'intérêts convergents qui non seulement va à l'encontre de la libération de son peuple et d'un vrai régime démocratique, mais entretient volontairement une situation désespérante dont les femmes sont les premières victimes : si les États-Unis ont bien aidé à déboulonner les talibans, ils l'ont fait par intérêt économique, en s'appuyant sur les chefs de guerre, surtout ceux de l'Alliance du Nord, dont le fameux commandant Massoud qui, aux yeux du monde, est passé en son temps pour un héros et un libérateur alors qu'il ne fut qu'un combattant, massacreur, assoiffé de pouvoir et corrompu, comme les autres, preuves à l'appui. Et les faits sont là, les exactions sont décrites, les horreurs aussi ; de village en village, les témoignages s'accumulent : c'est une longue suite de souffrances illuminée par endroits d'anecdotes pleines d'espérance, de solidarité et émaillée de grandes et de petites luttes pour alléger un quotidien insupportable, surtout pour les femmes.

Car les chefs de guerre font la loi au Parlement afghan… et sèment la terreur. Malalaï Joya y a été élue en 2005 avec 67 autres femmes : à 25 ans, elle était la plus jeune députée, représentant Farah, sa région natale, l'une des plus déshéritées du pays. Depuis son élection, elle n'avait de cesse de tenir tête et de dénoncer la présence et l'autorité de ces seigneurs de la guerre qui y règnent en toute impunité, appuyés par l'administration Karzaï. Chassée du Parlement en 2007 pour avoir parlé d'eux en ces termes : « Dans une ménagerie, il y a des animaux utiles comme la vache, qui donne du lait, l'âne, qui peut porter des fardeaux, et le chien, qui est un symbole de loyauté. Alors qu'eux, ce sont des dragons », elle n'y a pas été réintégrée malgré de nombreuses manifestations de soutien en Afghanistan et dans le monde ; traquée et menacée de mort, quasiment sans protection, elle continue inlassablement de faire entendre la voix du peuple afghan et de lancer son message antiguerre.

Malalaï Joya livre à la fois un témoignage personnel et un document historique – rappelant que l'Afghanistan respira un air de liberté et de réformes après l'indépendance en 1919 – et lance un appel au déploiement d'une réelle aide humanitaire pour la reconstruction du pays, demande un vrai désarmement qui mettrait fin au règne des chefs de guerre et le retrait de toutes les troupes étrangères, car « la liberté ne peut être offerte à une nation par une autre, quelle qu'elle soit ». Parfois triste, jamais désespérée, c'est une voix libre, défendant la laïcité, les droits des femmes, les droits humains, qui, issue de ce pays martyrisé, doit être entendue, écoutée et soutenue.

Michèle Crès

Malalaï Joya, *Au nom de mon peuple*, Presses de la Cité, 2010, 20,50 euros.

Les 101 manières d'bouffer du riche

Y'a cent manières d'bouffer du riche:
On peut l'éplucher, l'écailler, l'vider,
L'écorcher, l'guillotiner, l'trancher,
L'éviscérer, l'rôtir, l'tailler, l'râper,
L'découper, le hacher, le pulvériser,
Le moudre, le dauber, l'flinguer, l'cisailler,
L'tronçonner, l'uppercuter, l'emmurer,
L'dissoudre, l'fondre, l'plomber, l'électrocuter,
L'overdoser, l'réduire, l'griller, l'enterrer,
Le chasser, l'scier, l'percer, l'voler, l'déplumer,
L'salir, l'saigner, l'bouillir, l'éffriter, l'compresser,
L'alèser, l'raboter, l'charcuter, l'chanfreiner,
L'étriper, l'concasser, l'broyer, l'décerveler,
L'démolir, l'déboîter, l'asphyxier, l'couler,
L'pressurer, le harceler, l'précariser,
L'ridiculiser, l'trépaner, l'exploser,
L'fiscaliser, l'atomiser, le déligner,
L'faucher, l'entauler, l'élaguer, l'ignorer,
L'pietiner, l'cabosser, l'cancériser,
Le meuler, l'empoisonner, l'écarteler,
L'inquisitionner, l'abattre, l'dégrader,
Le ficher, l'balayer, l'empailler, l'étêter,
L'marteler, l'oppresser, l'expulser,
L'exploiter, le compacter, l'faire couiner,
L'nanoniser, l'faire barjoter, l'saoûler,
L'séquestrer, rien lui céder, pas l'écouter,
L'démembrer, le ferrer, l'camisoler,
Le laisser crever, l'dézinguer, l'friter,
Le congeler, l'énucléer, l'déboyauter!
Mais y'en a une, la der, dont on est riche;
Un instinct d'lutte qui nous permet d'résister
Pendant qu'les p'tits doigts en l'air raflent l'artiche,
Une p'tite étincelle qui nous fait avancer:
Cette Liberté fragile au cœur d'l'hémistiche!

LoLo Krokaga

La Commune n'est pas morte

Une barricade de Jolie Môme

EN REMONTANT *BARRICADE* la compagnie Jolie Môme fait à nouveau battre le cœur de la Commune de Paris. À voir jusqu'au 18 avril*.

La reprise de la pièce créée en 1999 nous ramène en janvier 1871. Nous sommes chez Brébant, un grand restaurateur parisien où, alors que le peuple subit depuis six mois d'insupportables privations dues au siège de la ville, le Tout-Paris littéraire devise, s'empiffre... Le 28 janvier 1871, l'armistice est signé avec les Prussiens. Un autre combat commence. Le peuple gronde et s'arme. Dans la nuit du 18 mars, le gouvernement tente de récupérer les canons de Montmartre. Au péril de leur vie, les femmes s'interposent. L'armée fraternise alors avec le peuple et les événements s'enchaînent. Eugène, journaliste au *Cri du peuple*, annonce la prise de l'Hôtel de Ville et la fuite du gouvernement à Versailles...

Avec Polia (étudiante polonaise internationaliste), Jeanneton (aveugle visionnaire), Hercule et Pierrot (blanquistes), Lulu (marchand de journaux héritier de Gavroche), Nénette (patronne de café), nous revivons les premiers décrets de la Commune (abolition de l'armée permanente, instruction gratuite, laïque et obligatoire, séparation de l'Église et de l'État), les rêves d'égalité et de justice, l'émancipation des femmes, les coopératives ouvrières. Des rêves qui seront écrasés dans le sang: 40 000 morts, 30 000 déportations.

Le spectacle est un patchwork qui se nourrit d'ouvrages comme *Printemps 71* d'Arthur Adamov ou *Les Écrivains contre la Commune* de Paul Lidsky. On y entend des textes de Jules Vallès, de Prosper-Olivier Lissagaray ou de Louise Michel. En écho, les écrits des intellectuels de l'époque (Edmond de Goncourt, Gustave Flaubert, Ernest Renan, Alexandre Dumas Fils, Émile Zola...) illustrent la vision versaillaise de la Commune. Comme toujours avec Jolie Môme, des chants révolutionnaires ponctuent les scènes. À reprendre en chœur sur nos barricades...

Paco

*. *Barricade*, spectacle de la compagnie Jolie Môme, du 1er au 18 avril 2010 (du jeudi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures) au théâtre La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis, M° Porte-de-La-Chapelle ou RER B La-Plaine-Stade-de-France, bus 153-302, arrêt Église-de-La-Plaine. Tarifs: 18 et 10 euros. Réservations nécessaires au 01 49 98 39 20. Restauration légère sur place. Plus d'infos sur le site cie-joliemome.org

La démocratie

Une religion de la quantité

Ma connaissance des classiques de l'anarchisme est surtout pleine de lacunes, plus fromage suisse que banque suisse. C'est la raison pour laquelle j'ignore si la critique anarchiste de la démocratie a suffisamment insisté sur une cause de l'échec démocratique, saisie dès 1900 par Georg Simmel, dans le livre que je ne me lasse pas de recommander, *Philosophie de l'argent* (PUF). Commençons en douceur par deux observations sur l'arithmétisation de la vie par l'argent.

« La nature calculatrice de l'argent a introduit dans les rapports entre les éléments de la vie une précision et une sûreté dans la détermination des égalités et des inégalités, une non-ambiguïté dans les engagements et les accords, comparables à ce qu'apporte dans le domaine extérieur la généralisation des montres de poche. La détermination du temps abstrait par les montres comme celle de la valeur abstraite par l'argent fournissent un schéma de divisions et de mesures extrêmement fines et sûres : ce dernier absorbant en soi les contenus de la vie, leur prête, du moins pour leur traitement pratico-extérieur, une transparence, une calculabilité inaccessibles autrement » (p. 568).

En d'autres termes : « C'est l'économie monétaire qui est venue introduire dans la vie pratique (et qui sait, peut-être aussi dans la théorie) l'idéal de l'expression chiffrée. De ce point de vue-là aussi, le monétaire se présente comme l'intensification et la sublimation pures et simples de l'économique. À propos des transactions entre le peuple anglais et ses souverains, par lesquelles, spécialement au XIIIe et au XIVe siècles, le premier a racheté au second toutes sortes de droits et de libertés, cette remarque d'un historien : La chose a permis de trancher dans la pratique des problèmes difficiles, insolubles en théorie. Le roi possède des droits, en tant que seigneur de son peuple, le peuple possède des droits, étant composé des hommes libres et des ordres du royaume, personnifié par le roi. La vérification des droits d'un chacun, extrêmement difficile dans le principe, devint facile dans la pratique dès qu'elle fut ramenée à une question d'achat et de vente » (p. 567).

Voilà qui éclaire d'un jour à la fois savoureux et triste l'histoire anglaise, mais quel rapport avec la démocratie ? Le voici : « Et en effet, avec son intuition, la langue entend par un homme « qui calcule » tout simplement quelqu'un qui calcule égoïstement. Ce trait psychologique de notre époque contrastant de façon si catégorique avec la nature affective, plus impulsive et ouverte sur la totalité d'époques antérieures, me semble être en étroite liaison causale avec l'économie monétaire. Celle-ci crée par elle-même la nécessité de procéder quotidiennement à des opérations mathématiques. La vie de beaucoup d'hommes est entièrement occupée à ces activités qui consistent à déterminer, peser, calculer, réduire des valeurs qualitatives en quantitatives. La pénétration de l'estimation monétaire devait introduire une bien plus grande précision et délimitation dans les contenus de la vie, elle qui nous a appris à déterminer et à spécifier toute valeur au pfennig près.

Dans le conseil de la tribu des Iroquois, dans les cortès aragonaises jusqu'au milieu du XVIe siècle, dans la diète polonaise et d'autres communautés encore, la mise en minorité n'existait pas ; toute décision ne faisant pas l'unanimité était sans valeur. Le principe que la minorité doit s'incliner signifie que la valeur absolue ou qualitative de la voix individuelle est réduite à celle d'une unité purement quantitative. Le nivellement démocratique est le corrélat ou le postulat de ce processus calculateur dans lequel un nombre arithmétique plus ou moins grand d'unités demeurant anonymes exprime la réalité interne d'un groupe et dirige sa réalité externe » (p. 566).

Réduction des valeurs qualitatives en valeurs quantitatives… Comment mieux dire qu'on réduit des personnes à des nombres, et que rien ne se prête mieux à la manipulation que les nombres ?

Que sont donc les ouvriers de chez Continental ou Sodimatex, les (immonde acronyme) SDF, que sont partout les salariés et les chômeurs, sinon des « unités demeurant anonymes » ?

Nestor Potkine
(le bol)
Georg Simmel
(le porridge et le beurre dans le porridge)

Il y a belle lurette qu'on n'a pas causé de Radio libertaire dans une brochure, un livre… Le 1er septembre 1981, Radio libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, faisait, pour la première fois, entendre sa voix sur Paris et la proche banlieue.
Le reste c'est de l'histoire… du siècle dernier ! En ce début de 2010, nous avons décidé de collecter ce que les émissions actuelles de Radio libertaire ont à dire sur 89,4. Chaque semaine, des émissions se présenteront dans* Le Monde libertaire. *À la fin, on ramassera les copies et on en fera une brochure, un ouvrage. Bonne lecture !

Raison présente

« Raison présente » est l'émission de l'Union rationaliste, une association qui rassemble des personnes animées par la conviction que le monde irait mieux s'il y avait moins d'ignorance, moins de sectarisme, moins de tentatives de domination des uns sur les autres au nom de doctrines ou de religions, plus de respect entre les hommes, plus de confiance dans la connaissance des lois de la nature c'est-à-dire dans le progrès scientifique et que tout cela ne peut s'obtenir sans l'appel à la raison.

Elle a donc pour objectifs de promouvoir les démarches rationnelles et l'esprit critique qui assurent l'objectivité, de combattre la complaisance envers les pseudosciences, d'élargir la contribution des scientifiques aux débats démocratiques, de développer la laïcité pour le respect de la loi de 1905, la liberté d'expression, le non-endoctrinement des jeunes et la non-ingérence des doctrines et des religions dans les affaires publiques, de promouvoir une culture humaniste en intégrant la science dans la culture générale, en valorisant la formation à l'esprit critique dans l'enseignement et les médias et en développant la formation citoyenne.

14, rue de l'École Polytechnique, 75005 Paris, 01 46 33 03 50, union.rationaliste@wanadoo.fr, union-rationaliste.org. Animateur Bernard Graber.

L'émission est diffusée le vendredi à 19 heures (en alternance).

Les Chroniques syndicales

29 ans, ce n'est qu'un début, le combat continue ! Depuis septembre 1981, « Les Chroniques syndicales » occupent le créneau du samedi de 11 h 30 à 13 h 30. C'est une expérience unique de paroles et de pratiques issues du syndicalisme et du mouvement social ; nos archives sont riches. Quant à notre futur radiophonique, il sera fait des luttes à venir, il est donc radieux !

Nos principes, ceux de la Ire Internationale (AIT) et de l'anarcho-syndicalisme – « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » –, sont appliqués à la radio. En d'autres termes, la parole est donnée aux militants du syndicalisme et aux acteurs sociaux en lutte, sans intermédiaire : de l'action directe radiophonique en quelque sorte.

Nos objectifs : la popularisation des luttes sociales et des pratiques d'auto-organisation qui s'y développent ; la critique des dérives des confédérations et des déviances des bureaucraties syndicales ; l'actualité et l'analyse des luttes hexagonales et internationales ; la connaissance de « la science de son malheur » par une meilleure compréhension des mécanismes d'exploitation et du mouvement ouvrier…

Nos invités : au hasard du souvenir et de l'actualité. Les moutons noirs de la CFDT, les reconstructeurs de la CNT, les résistants de la CGT, les fondateurs de SUD, les mineurs britanniques en grève et des centaines de militant.e.s en lutte, partisans d'un syndicalisme de transformation sociale radicale, et plus récemment, les historiens du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (Maîtron), les LU, les cheminots, les intermittents du spectacle, les postiers, les EDF-GDF, les grévistes de Pizza Hut, de MacDo, d'Arcade, de Maxi Livres, de Frog, de l'hôtel Astor, d'H&M, de Schnidler ou encore les Disney, les grévistes de la filature de Breuillet, en bref, tous ceux et toutes celles qui refusent de se laisser broyer par les décerveleurs de TF1 et les valets du libéralisme.

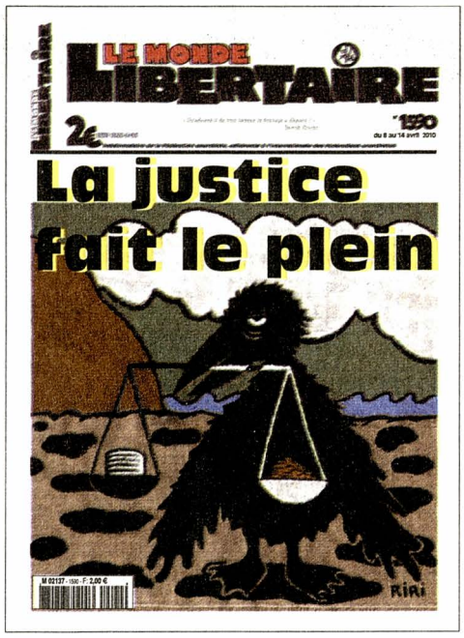
« Les Chroniques syndicales » sont donc un espace de libre parole où l'inégalité sociale, l'injustice et la domination sont analysées et dénoncées. Mais au-delà de ce réquisitoire légitime, elles tentent avec leurs invités de repérer, au travers de leurs expériences, les ferments d'un autre futur, les germes prometteurs de la grève générale expropriatrice et de l'autogestion généralisée.

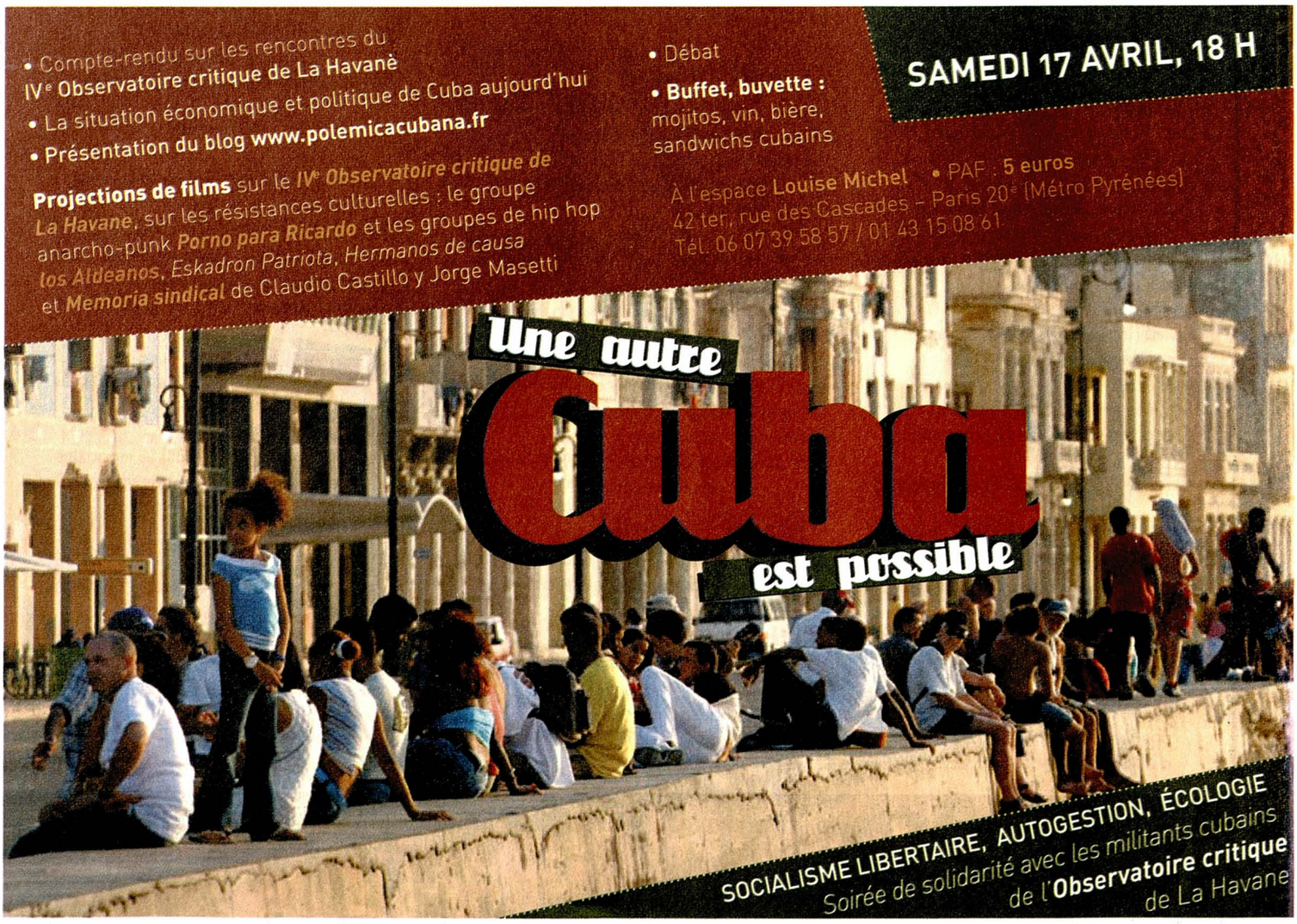
Elles se veulent et elles seront une caisse de « résonance » où s'associeront et s'amplifieront la raison critique et le son des luttes sociales.

Rendez-vous tous les samedis de 11 h 30 à 13 h 30.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.





Radio libertaire

Jeudi 15 avril

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

De rimes et de notes (12 h 00) Actualité de la chanson et du spectacle.

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Bibliomanie (15 h 00) Autour des livres.

Petites annonces d'entraide (16 h 30).

Si vis pacem (18 h 00) Fermons le salon Eurosatory : pwofitasyon des crimes.

Les enfants de Stonewall BodyFreaks (19 h 30) Actus trans, intersexe ou de genre.

Epsilonia (22 h 00) Musiques expérimentales et expérimentations sonores.

Vendredi 16 avril

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie, Witz, performance.

Place aux fous (13 h 00) reçoit Marc Tobaly, guitariste des Variations (1968-1975), toute une tranche historique du rock and roll.

Koumbi (16 h 00) Image de l'Afrique contemporaine au quotidien.

L'invité du vendredi (19 h 00) Travailleurs sociaux et professionnels du monde social.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Samedi 17 avril

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00)

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Claude Guillon, pour *Le Droit à la mort. Suicide mode d'emploi. Ses lecteurs et ses juges.*

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Tribuna Latino Americana (19 h 00) Sophie Baillon, de Survival France, groupe d'anthropologues dénonçant les massacres et le génocide en Amazonie brésilienne.

Nuits off (23 h 00) Topologies sonores. Rock et chroniques...

Dimanche 18 avril

Cris et murmures (14 h 00) Slam et poésie.

Des mots, une voix (15 h 30) Zéno Bianu, pour son livre *Jimi Hendrix* (Le Castor Astral) ; et André et Daniel Pozner, pour le livre de Wladimir Pozner, *Tolstoï est mort.*

Désaxés (20 h 30) Le ciné en zone libre.

Lundi 19 avril

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Le vivre ensemble (16 h 00) Végétarisme et cause animale.

La santé dans tous ses états (18 h 00) Santé et politique.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30)

Ça urge au bout de la scène (21 h 00) Actualité de la chanson.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)

Mardi 20 avril

Le Parisien libertaire (8 h 00) Faut libérer Paris ! Retour non exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 h 00) Invitée : Nathalie Tirot, photographe.

Un peu d'air frais (16 h 00) Écologie libertaire.

Pas de quartier (18 h 00) Les militants du RATP, Réseau pour l'abolition des transports payants, la genèse et les actions du collectif.

Paroles d'associations (19 h 30) La compagnie du Faux Col pour la pièce *Sous le masque tu es mortel pauvre orphelin !* de Jean-Gabriel Nordmann.

Émission spéciale (20 h 30) Antenne ouverte aux auditeurs.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative.

Mercredi 21 avril

Court-circuit (9 h 30) Philosophie, art et politique.

Blues en liberté (10 h 30) Sonny Boy Williamson II, alias Rice Miller, ou vice versa.

Le manège (14 h 00) Littérature & cinéma.

Kontroverss (17 h 00) Hip-hop.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Arnaud Gaillard, auteur de *Sexualité et prison*, au congrès de Genève pour l'abolition de la peine de mort.

Traffic (22 h 30) Musiques urbaines et libres propos.

Les Rendez-vous soniques (0 h 30) Le magazine libertaire du rock *Rendez-vous* live : Clint is gone.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Tout le mois d'avril

Barcelone (Espagne)

Pour marquer le centenaire de la CNT-AIT (1910-2010), s'organise à Barcelone un ensemble de conférences « Alternatives au capitalisme : l'autogestion en débat ». Ces journées de débat se dérouleront durant le mois d'avril. Les ateliers se structurent en trois blocs de conférences : un théorique, un historique et un dernier plus ample relatif à l'actualité. Site web : autogestion2010.info/wp-content/uploads/2010-2003/cartel_casWEB.jpg

Jusqu'au lundi 26 avril

Besançon (25)

Exposition consacrée à Charles Fourier (1772-1837) intitulée *Charles Fourier, l'écart absolu*. Une seconde partie est un hommage rendu à Fourier par des artistes contemporains. Musée des beaux-arts et d'archéologie, 1, place de la Révolution (03 81 87 80 49 / musee-art-besancon.org). L'exposition est ouverte tous les jours sauf le mardi.

Jusqu'au 18 avril.

La Plaine Saint-Denis (93)

Barricade, spectacle de la compagnie Jolie Môme. Du jeudi au samedi : 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tarif 18 et 10 euros. Restauration légère sur place. Au théâtre La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, M° Porte-de-La-Chapelle ou Rer B La-Plaine-Stade-de-France. Bus 153-302, arrêt Église-de-La-Plaine. Réservations : 01 49 98 39 20. cie-joliemome.org

Jeudi 15 avril

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, La Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Guy Georges, ancien syndicaliste enseignant, membre de la Libre pensée, auteur de *La Bataille de la laïcité, 1944-2004* (Sudel, 2008), pour un débat sur la laïcité. Apéro dînatoire, table de presse. Entrée libre et gratuite. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Madagascar : un pays riche de pauvres. Second cours : L'insurrection de 1947. Présentation de Jean-Luc Raharimanana, écrivain malgache en langue française. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 16 avril

Orléans (45)

20 heures. Le groupe Gaston Couté (45) organise un débat sur le thème des régionales. Café l'Atelier, 203, rue de Bourgogne. Le site (tout neuf) du groupe : yagoa.fr/loiret-libertaire. NB : le blog, groupegastoncoute.blogspot.com est abandonné pour raisons techniques.

Samedi 17 avril

Gand (Belgique)

Neuvième Foire du livre alternatif et libertaire au Centre culturel De Centrale, Kraankinderstraat.

Strasbourg (67)

15 heures. Le collectif antifasciste d'Alsace organise une après-midi de débats : 1° Fascisme et antifascisme dans l'État espagnol : projection et rencontre avec deux antifascistes de Salamanque. 2° L'antifascisme en Russie : projection de documentaires inédits. Maison des associations, 1A, place des Orphelins. collectif.antifasciste.alsace@gmail.com

Alès (30)

15 heures. Le collectif libertaire vous invite à la projection d'un film sur l'autogestion en Espagne (36-39) suivie d'un débat. Bourse du travail, place Émile-Dupuis.

Dimanche 18 avril

Paris 11e

17 heures. Soirée de solidarité pour la libération des prisonniers d'Action directe. Projection d'extraits de *Retour sur mon parcours militant* (dernier entretien avec Joëlle Aubron) et projection d'un entretien avec Miguel Benasayag, sur le thème de la légitimité de la lutte armée. Musique avec René Binamé (anarcho-disco punk) et Mopish Moment (dub punk reggae hardcore). PAF : 5 euros. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, M° Nation ou Rue-des-Boulets.

Mardi 20 avril

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : La résistance. Troisième cours : Le programme du Conseil national de la Résistance. Présentation de Jacques Varin, historien. Il est l'un des responsables nationaux de l'Anacr. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 24 avril

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : Qu'en est-il de l'indépendance de la justice ? Table de presse. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Rouen (76)

15 heures. Rencontre-débat avec Hamid Zanaz autour de son livre *L'Impasse islamique*. Maison des associations, 22, rue Dumont-d'Urville.

Samedi 1er mai

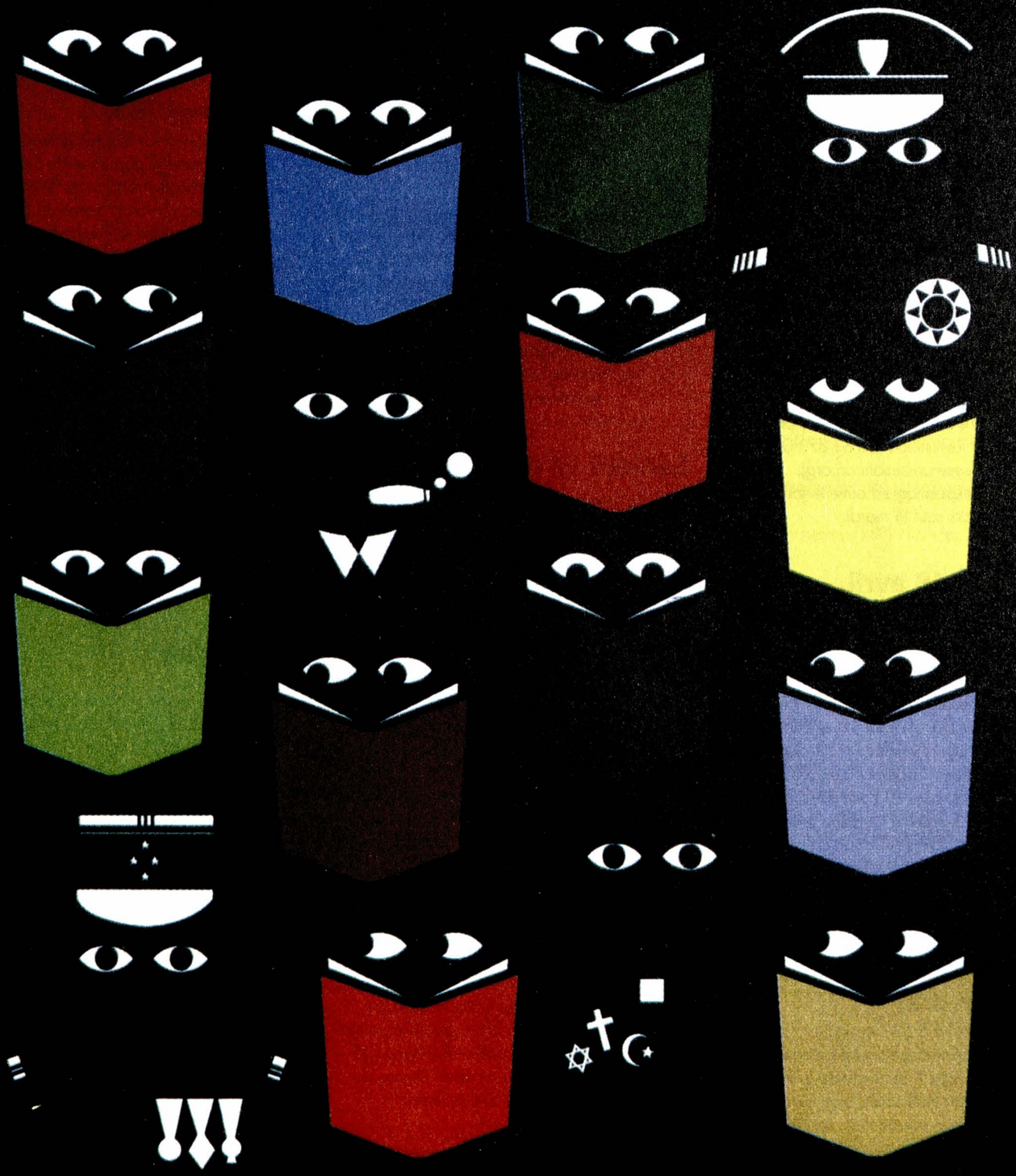
Paris XVIIe

17 h 30. Spectacle à 19 heures : *1er mai, jour Ferré*, récital de chansons de Léo ferré. À l'Européen, 3-5, rue Biot, M° Place-de-Clichy. Tarif : 22, 17, 10 et 2 euros.

SALON DU LIVRE LIBERTAIRE

8-9 mai 2010

Espace d'animation des Blancs Manteaux (Paris IVe)



Entrée à prix libre Radio libertaire (89.4 Mhz) en direct pendant 2 jours

01 48 05 34 08 salon-livre-libertaire@wanadoo.fr Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris